



Paraissant
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

DIRECTEUR GENERAL
Willems Edouard

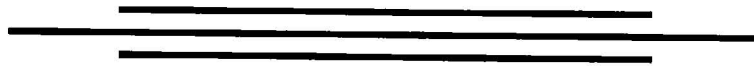
159ème Année - Spécial No. 2

PORT-AU-PRINCE

Mardi 26 octobre 2004

NUMÉRO SPÉCIAL

BUDGET 2004 - 2005





Paraissant
Le Lundi et le Jeudi

JOURNAL OFFICIEL DE LA REPUBLIQUE D'HAITI

DIRECTEUR GENERAL
Willems Edouard

159^{ème} Année - Spécial No. 2

PORT-AU-PRINCE

Mardi 26 Octobre 2004

SOMMAIRE

BUDGET 2004 – 2005

NUMERO SPECIAL

LIBERTÉ

**ÉGALITÉ
RÉPUBLIQUE D'HAITI**

FRATERNITÉ

DECRET

**Me. BONIFACE ALEXANDRE
PRÉSIDENT PROVISoire DE LA REPUBLIQUE**

- Vu les Articles 27-1, 88, 89, 94, 105, 111, 111-1, 111-2, 125, 125-1, 126, 128, 136, 144, 150, 159, 161, 163, 217, 220, 222, 223, 227, 227-1, 227-2, 227-3, 227-4, 228, 228-1, 231, 231-1, 233 et 235 de la Constitution;
- Vu l'entente convenue entre la Communauté Internationale, les Organisations de la Société Civile et les Partis Politiques portant création de la Commission Tripartite et du Conseil des Sages;
- Vu le Consensus de Transition Politique adopté le 4 avril 2004;
- Vu les Articles 130, 131, 132, 134, 135, 136, 137, 138, 139, 140 et 141 du Code Pénal;
- Vu la Loi du 26 août 1879 sur la responsabilité des fonctionnaires et employés de l'Administration Publique;
- Vu le Décret du 13 septembre 1962 créant l'Administration Générale des Douanes;
- Vu la Loi du 19 août 1963 relative à la Dette Publique Interne et Externe de l'État;
- Vu la Loi du 16 août 1979 annulant toutes les affectations de Recettes ainsi que les Comptes Spéciaux qui s'y rattachent;

- Vu la Loi du 17 août 1979 remplaçant la Banque Nationale de la République d'Haïti (BNRH) par deux (2) Institutions autonomes : La Banque de la République d'Haïti (BRH) et la Banque Nationale de Crédit (BNC);
- Vu la Loi du 6 septembre 1982 portant uniformisation de l'Administration Publique Nationale;
- Vu la Loi du 22 août 1983 sur le système des contraintes fiscales;
- Vu le Décret du 4 novembre 1983 créant la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif;
- Vu le Décret du 4 octobre 1984 créant le Fonds d'Investissement Public;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 relatif au Code Douanier;
- Vu le Décret du 5 mars 1987 réorganisant l'Office du Budget;
- Vu le Décret du 13 mars 1987 réorganisant le Ministère de l'Économie et des Finances;
- Vu le Décret du 28 septembre 1987 modifiant les structures de la Direction Générale des Impôts;
- Vu le Décret du 23 octobre 1989 sur les normes et conditions de passation de marchés par les pouvoirs publics;
- Vu le Décret du 10 mars 1989 définissant l'organisation et les modalités de fonctionnement du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe;
- Vu la Loi du 26 novembre 2003 sur la préparation et l'exécution des Lois de Finances;
- Vu les dispositions des Articles 2, 2.1, 3, 3.1, 4, 5, 5.1, 5.2, 5.3, 6, 7 et 7.1 de la Loi de Finances 2002-2003 relatives aux droits d'accises sur le tabac et les boissons alcoolisées, à un acompte de 2% sur les importations de marchandises ou de biens, et à l'établissement d'un frais de vérification de 5% sur la valeur en douane des importations.
- Considérant qu'il est impératif pour l'État d'arrêter des mesures budgétaires conformes au programme économique et financier établi par les Pouvoirs Publics;
- Vu l'entente entre la Communauté Internationale, les organisations de la Société Civile, les Partis Politiques, le Conseil des Sages et le Gouvernement de transition;
- Vu le Consensus de Transition politique signé le 4 avril 2004 par les organisations de la Société Civile, les Partis Politiques, le Conseil des Sages et le Gouvernement de transition;
- Considérant que le Pouvoir Législatif est, pour le moment, inopérant et qu'il y a alors lieu pour le Pouvoir Exécutif de légiférer par Décrets sur les objets d'intérêt public;
- Considérant qu'il se révèle nécessaire d'établir pour la période allant du 1^{er} octobre 2004 au 30 septembre 2005 les Voies et Moyens du Budget de l'État dans le cadre du fonctionnement des différents Services de l'Administration d'État;
- Sur le rapport des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe et après délibération en Conseil des Ministres;

DÉCRÈTE

TITRE I

CHAPITRE I

DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1.- Les impôts, droits et taxes existant au 30 septembre 2004 au profit de l'État et des Collectivités Territoriales sont prorogés pour l'Exercice Fiscal 2004-2005 et leurs produits seront recouvrés d'après les Lois, Décrets-lois et Décrets qui en règlent la perception.

Article 2.- Les impôts, droits et taxes ainsi que les autres ressources à recouvrer au profit du Budget Général de la République pour l'Exercice 2004 - 2005, complétés par le financement sont estimés globalement à VINGT-ET-UN MILLIARDS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLIONS DEUX CENT MILLE GOURDES ET 00/100 (Gdes. 21,493,200,000.00). Leur répartition est donnée dans le tableau présenté à l'article 5 du présent Décret.

CHAPITRE II DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 3.- Les crédits du Budget de l'Exercice 2004 - 2005 sont fixés globalement à VINGT-ET-UN MILLIARDS QUATRE CENT QUATRE-VINGT-TREIZE MILLIONS DEUX CENT MILLE GOURDES ET 00/100 (Gdes. 21,493,200,000.00) répartis dans les tableaux présentés aux articles 5 et 6 du présent Décret.

CHAPITRE III DISPOSITIONS RELATIVES À L'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

Article 4.- Les conditions d'équilibre du Budget Général de l'Exercice 2004 - 2005, outre les opérations de perception de recettes, sont complétées par les autorisations destinées à couvrir les charges de trésorerie comme indiqué à l'article 5 ci-après.

CHAPITRE IV TABLEAU D'ÉQUILIBRE DU BUDGET

Article 5.- Le Budget de la République pour l'Exercice Fiscal qui débute le 1^{er} octobre 2004 pour s'achever le 30 septembre 2005 est ainsi établi :

VOIES ET MOYENS	21,493,200,000.00	CHARGES PUBLIQUES	21,493,200,000.00
Ressources Domestiques	15,960,020,000.00	Dépenses de Fonct. et Transferts	15,585,221,120.00
Recettes Internes	11,383,287,000.00	Dépenses de Personnel	6,120,717,234.00
Recettes Douanières	4,576,733,000.00	Dépenses de Services & Charges Diverses	1,985,651,200.00
		Achats de Biens de Consom. & Petit Matériel	403,176,800.00
		Subventions, Quêtes-Parts Contrib., Allocations & Indemnisations	4,041,035,925.00
		Autres Dépenses Publiques	3,034,639,961.00
Solde Courant: (Ressources Domestiques - Dépenses de Fonct. & Transfert)			374,798,880.00
Financement	5,533,180,000.00	Dépenses de Capital	5,907,978,880.00
DONS	1,723,680,000.00	Programmes et Projets	2,313,581,280.00
USAID	1,330,000,000.00		
CANADA	334,400,000.00	Immobilisations	275,764,800.00
FRANCE	59,280,000.00		
PRET	3,809,500,000.00	Amortissement de la Dette	1,604,832,800.00
Banque Mondiale	2,318,000,000.00	Arriérés Banque Mondiale	1,713,800,000.00
BID	1,491,500,000.00		

TITRE II
CHAPITRE I
DÉTAILS DES OPÉRATIONS

Article 6.- Les Crédits ouverts au Budget de l'État pour l'Exercice 2004 - 2005 sont ainsi répartis :

	FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS					AUTRES DEPENSES	TOTAL
	DEPENSES DE PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	IMMOBILI- SATION	SUBVENTIONS & QUOTES- PARTS	SOUS-TOTAL		
POUVOIR EXECUTIF	5,669,219,815	3,305,887,210	254,942,800	2,013,784,925	11,243,834,750	0	11,243,834,759
SECTEUR ECONOMIQUE	1,212,870,950	564,602,600	84,786,000	416,591,600	2,278,851,150	0	2,278,851,150
1111- MIN. DE LA PLAN ET COOP. EXT.	86,233,000	15,824,000	5,350,000	154,476,000	261,883,000	0	261,883,000
1111-1- SERVICES INTERNES	86,233,000	15,824,000	5,350,000	129,188,000	236,595,000		236,595,000
1111-2-13- CTPEA	0	0	0	16,600,000	16,600,000		16,600,000
1111-2-14- CONSEIL NATL COOPERATIVES	0	0	0	8,688,000	8,688,000		8,688,000
1112- MIN. DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	588,956,300	392,753,000	43,764,000	101,584,100	1,127,057,400	0	1,127,057,400
1112-1- SERVICES INTERNES	101,401,000	53,315,000	7,553,000	21,434,100	183,703,100		183,703,100
1112-2-13 IHSI	26,251,000	4,784,000	1,450,000	750,000	33,235,000		33,235,000
1112-2-14 DIRECTION GENERALE DU BUDGET	24,609,300	13,508,000	5,375,000	1,000,000	44,492,300		44,492,300
1112-2-15 DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	302,225,000	245,056,000	22,886,000	1,500,000	571,667,000		571,667,000
1112-2-16 ADMINIS. GENERALE DES DOUANES	129,672,000	73,700,000	6,000,000	46,600,000	255,972,000		255,972,000
1112-2-17 BUR. SECR. D'ETAT DES FINANCES	4,798,000	2,390,000	500,000	300,000	7,988,000		7,988,000
1112-2-19 FAES		0	0	15,000,000	15,000,000		15,000,000
1112-2-21 UNITE DE LUTTE CONT. LA CORRUPT.		0	0	15,000,000	15,000,000		15,000,000
1113- MIN. AGR. RES. NAT. & DU DEV. RURAL.	233,106,000	61,948,000	16,871,000	8,220,000	320,145,000	0	320,145,000
1113-1- SERVICES INTERNES	178,563,000	51,998,000	12,100,000	8,220,000	250,881,000		250,881,000
1113-2-13- ODVA	30,938,000	6,000,000	1,271,000	0	38,209,000		38,209,000
1113-2-14 INARA	23,605,000	3,950,000	3,500,000	0	31,055,000		31,055,000
1114- MIN. DES TRAV. PUB. TRANSP. & COMM.	188,092,650	60,453,600	11,146,000	112,984,000	372,676,250		372,676,250
1114-1- SERVICES INTERNES	155,630,000	49,320,000	8,046,000	2,000,000	214,996,000		214,996,000
1114-2-13 SNEP	0	0	0	8,254,000	8,254,000		8,254,000
1114-2-14 SERV. GEODESIE, CART. & TOPOGR.	3,356,650	800,000	1,000,000	0	5,156,650		5,156,650
1114-2-15 LNBPT	0	0	0	6,694,000	6,694,000		6,694,000
1114-2-16 ONACA	13,976,000	1,950,000	600,000	0	16,526,000		16,526,000
1114-2-17 SEMANAH	0	0	0	10,500,000	10,500,000		10,500,000
1114-2-18 CONATEL	0	0	0	4,536,000	4,536,000		4,536,000
1114-2-19 BUR. MINES ET ENERGIE	15,130,000	8,383,600	1,500,000	0	25,013,600		25,013,600
1114-2-20 FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	0	0	0	21,000,000	21,000,000		21,000,000
1114-2-21- CENTRE NATIONAL EQUIPEMENTS	0	0	0	60,000,000	60,000,000		60,000,000
1115- MIN. DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	42,194,000	11,991,000	3,525,000	32,240,000	89,950,000	0	89,950,000
1115-1- SERVICES INTERNES	42,194,000	11,991,000	3,525,000	1,000,000	58,710,000		58,710,000
1115-2-13- OFFICE DES POSTES D'HAITI		0	0	6,240,000	6,240,000		6,240,000
1115-2-14- BUREAU DU CARICOM		0	0	12,000,000	12,000,000		12,000,000
1115-2-15- DIRECT. GEN. ZONES FRANCHES		0	0	13,000,000	13,000,000		13,000,000
1116- MIN. DE L'ENVIRONNEMENT	52,034,000	8,588,000	1,050,000	500,000	62,172,000	0	62,172,000
1116-1- SERVICES INTERNES	52,034,000	8,588,000	1,050,000	500,000	62,172,000		62,172,000

	FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS					AUTRES DEPENSES	TOTAL
	DEPENSES DE PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	IMMOBILI- SATION	SUBVENTIONS & QUOTES- PARTS	SOUS-TOTAL		
1117- MIN. DU TOURISME	22,255,000	13,045,000	3,080,000	6,587,500	44,967,500	0	44,967,500
1117-1- SERVICES INTERNES	22,255,000	13,045,000	3,080,000	820,000	39,200,000		39,200,000
1117-2-11- ÉCOLE HOTELIERE	0	0	0	5,767,500	5,767,500		5,767,500
SECTEUR POLITIQUE	1,828,417,000	2,201,717,000	106,311,000	356,526,700	4,492,971,700	0	4,492,971,700
1211 - MIN DE LA JUSTICE	1,623,700,000	564,608,000	76,634,000	25,200,000	2,290,142,000	0	2,290,142,000
1211 -1 SERVICES INTERNES	69,759,000	22,608,000	6,400,000	1,200,000	99,967,000		99,967,000
1211 -2-16 PNH	1,553,941,000	542,000,000	70,234,000	2,000,000	2,168,175,000		2,168,175,000
1211 -2-17 UCREF		0	0	22,000,000	22,000,000		22,000,000
1212- MIN DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	20,888,000	11,820,000	1,540,000	0	34,248,000	0	34,248,000
1212 -1 SERVICES INTERNES	20,888,000	11,820,000	1,540,000	0	34,248,000		34,248,000
1213- MIN DES AFFAIRES ETRANGERES	38,487,000	724,039,000	8,640,000	360,000	771,526,000	0	771,526,000
1213-1- SERVICES INTERNES	38,487,000	724,039,000	8,640,000	360,000	771,526,000		771,526,000
1214 - LA PRESIDENCE	54,655,000	461,000,000	6,200,000	1,500,000	523,355,000	0	523,355,000
1214 -1 SERVICES INTERNES	54,655,000	461,000,000	6,200,000	1,500,000	523,355,000		523,355,000
1215- BUREAU DU PREMIER MINISTRE	31,790,000	413,150,000	7,029,000	141,870,700	593,839,700	0	593,839,700
1215-1- SERVICES INTERNES	28,970,000	289,200,000	5,300,000	5,000,000	328,470,000		328,470,000
1215 -2-14- CEFOPAFOP	2,820,000	3,950,000	1,729,000	0	8,499,000		8,499,000
1215 -2-15- CONSEIL DES SAGES		0	0	29,647,000	29,647,000		29,647,000
1215-2-16- CONSEIL DE MODERN. DES ENT. PUB.		0	0	29,841,700	29,841,700		29,841,700
1215-2-17- COM. NAT. DE LUTTE CONT. DROGUE		0	0	31,382,000	31,382,000		31,382,000
1215-2-18- BUR. ORDONNATEUR NATL.		0	0	15,000,000	15,000,000		15,000,000
1215-2-19- COM. NAT. INT. PASSATION MARCHES		0	0	24,000,000	24,000,000		24,000,000
1215-2-20- BUR. GEST. MILITAIRES DEMOBILISES		0	0	7,000,000	7,000,000		7,000,000
1215-2-21- CONSEIL SUP. POLICE NATIONALE		120,000,000	0	0	120,000,000		120,000,000
1216 MIN. DE L'INTERIEUR	58,897,000	27,100,000	6,268,000	187,596,000	279,861,000	0	279,861,000
1216-1- SERVICES INTERNES	58,897,000	27,100,000	6,268,000	3,600,000	95,865,000		95,865,000
1216-2-14- SUBV. ORGANISMES PUBLICS/PRIVES		0	0	25,596,000	25,596,000		25,596,000
1216-2-15 OSAHM		0	0	2,400,000	2,400,000		2,400,000
1216-2-16 DELEGATIONS		0	0	24,000,000	24,000,000		24,000,000
1216-2-17 SMCRS		0	0	132,000,000	132,000,000		132,000,000
SECTEUR SOCIAL	2,572,639,365	435,849,610	57,467,000	1,043,179,625	4,109,135,600	0	4,109,135,600
1311- MENJS	1,721,297,000	266,099,000	23,800,000	1,026,550,000	3,037,746,000		3,037,746,000
1311-1- SERVICES INTERNES	1,521,709,000	206,050,000	15,250,000	1,003,500,000	2,746,509,000		2,746,509,000
1311-2-13- BUREAU DE L'ALPHABETISATION	30,606,000	15,749,000	3,000,000	200,000	49,555,000		49,555,000
1311-2-14 BUR. SEC. D'ETAT JEUNESSE/SPORTS	67,691,000	32,250,000	1,400,000	17,050,000	118,391,000		118,391,000
1311-2-15 COMM. NAT. DE COOP. AVEC L'UNESCO	6,206,000	1,350,000	250,000	300,000	8,106,000		8,106,000
1311-2-17 INFP	95,085,000	10,700,000	3,900,000	2,000,000	111,685,000		111,685,000
1311-2-18 OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	0	0	0	3,500,000	3,500,000		3,500,000
1312- MIN. DES AFFAIRES SOCIALES	117,708,000	27,990,000	6,800,000	11,310,000	163,808,000	0	163,808,000
1312-1- SERVICES INTERNES	89,070,000	19,240,000	3,000,000	10,760,000	122,070,000		122,070,000
1312-2-13- INSTITUT BIEN-ETRE SOCIAL	13,886,000	2,300,000	750,000	250,000	17,186,000		17,186,000
1312-2-14- EPPLS	7,802,000	3,250,000	1,500,000	0	12,552,000		12,552,000
1312-2-15 OFFICE NATIONAL MIGRATION	6,950,000	3,200,000	1,550,000	300,000	12,000,000		12,000,000

	FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS					AUTRES DEPENSES	TOTAL
	DEPENSES DE PERSONNEL	BIENS ET SERVICES	IMMOBILI- SATION	SUBVENTIONS & QUOTES- PARTS	SOUS-TOTAL		
1313- MIN. SANTE PUB. & DE LA POPULATION	708,944,000	133,228,000	26,217,000	2,850,000	871,239,000	0	871,239,000
1313-1- SERVICES INTERNES	702,214,000	125,844,000	25,250,000	450,000	853,758,000		853,758,000
1313-2-13 SECRET. D'ETAT A LA POPULATION	6,730,000	1,240,000	967,000	0	8,937,000		8,937,000
1313-2-14-11- SUV. ORG. PRIVES/PUBLICS	0	6,144,000	0	2,400,000	8,544,000		8,544,000
1314 - MIN. COND. FEM. AUX DROITS DE FEMME	24,690,365	8,532,610	650,000	2,469,625	36,342,600	0	36,342,600
1314 -1 SERVICES INTERNES	24,690,365	8,532,610	650,000	2,469,625	36,342,600		36,342,600
SECTEUR CULTUREL	55,292,500	103,718,000	6,378,800	197,487,000	362,876,300	0	362,876,300
1411 -MINISTERE DES CULTES	18,020,000	4,450,000	1,100,000	52,000,000	75,570,000	0	75,570,000
1411 -1 SERVICES INTERNES	18,020,000	4,450,000	1,100,000	52,000,000	75,570,000		75,570,000
1412 MIN. DE LA CULTURE	37,272,500	99,268,000	5,278,800	145,487,000	287,306,300	0	287,306,300
1412-1- SERVICES INTERNES	26,358,500	47,918,000	4,287,000	2,100,000	80,663,500		80,663,500
1412-2-13 ENARTS	10,914,000	3,350,000	991,800	200,000	15,455,800		15,455,800
1412-2-14- INST. SAUVEG. PATRIMOINE NAT.	0	0	0	10,036,000	10,036,000		10,036,000
1412-2-15- THEATRE NATIONAL	0	0	0	9,946,000	9,946,000		9,946,000
1412-2-16 MUPANAH	0	0	0	11,378,000	11,378,000		11,378,000
1412-2-17- BUREAU D'ETHNOLOGIE	0	0	0	5,542,000	5,542,000		5,542,000
1412-2-18- BIBLIOTHEQUE NATIONALE	0	0	0	17,878,000	17,878,000		17,878,000
1412-2-19- ARCHIVES NATIONALES	0	0	0	13,884,000	13,884,000		13,884,000
1412-2-20- TELEVISION NATIONALE D'HAITI	0	0	0	50,200,000	50,200,000		50,200,000
1412-2-21- RADIO NATIONALE D'HAITI	0	0	0	24,323,000	24,323,000		24,323,000
1412-2-23- ACTIVITES CULTURELLES		48,000,000	0	0	48,000,000		48,000,000
					0		0
POUVOIR LEGISLATIF	123,367,919	1,100,000	0	0	124,467,919	0	124,467,919
2211- SENAT DE LA REPUBLIQUE	39,564,800	550,000	0	0	40,114,800		40,114,800
2212- CHAMBRE DES DEPUTES	83,803,119	550,000	0	0	84,353,119	0	84,353,119
POUVOIR JUDICIAIRE	213,920,500	24,006,000	5,350,000	0	243,276,500	0	243,276,500
3211- COUR DE CASSATION	19,877,500	3,326,000	1,500,000	0	24,703,500	0	24,703,500
3212- COUR D'APPEL	21,666,000	3,900,000	1,000,000	0	26,566,000		26,566,000
3213- TRIBUNAUX	172,377,000	16,780,000	2,850,000	0	192,007,000	0	192,007,000
ORGANISMES INDEPENDANTS	114,209,000	34,976,000	15,472,000	278,545,000	443,202,000	0	443,202,000
4111- COUR SUP. DES COMPTES CONTENT. ADM.	72,000,000	17,975,000	8,621,000	1,000,000	99,596,000		99,596,000
4211- CONSEIL ELECTORAL	38,743,000	13,279,000	6,388,000	0	58,410,000	0	58,410,000
4212- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	3,466,000	3,722,000	463,000	200,000	7,851,000	0	7,851,000
4311- UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	0	0	0	277,345,000	277,345,000	0	277,345,000
							0
INTERVENTIONS PUBLIQUES						2,596,600,961	2,596,600,961
DETTE PUBLIQUE						4,528,236,590	4,528,236,590
PROGRAMMES ET PROJETS					0	2,313,581,280	2,313,581,280
TOTAL	6,120,717,234	3,365,969,210	275,764,800	2,292,329,925	12,054,781,169	9,438,418,831	21,493,200,000

Article 6.1- L'utilisation des subventions accordées aux institutions privées ou para-publiques est assujettie au contrôle du Ministère directement concerné, à celui du Ministère de l'Économie et des Finances ou à celui de la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

Article 6.2- Toutes les recettes perçues par les Organismes publics doivent faire l'objet d'un contrôle strict de la part des institutions de tutelle. Ces dernières doivent approuver les barèmes et taux établis et veiller à ce qu'ils reçoivent la plus large diffusion possible. Les dépenses financées par de telles recettes doivent être pleinement justifiées.

Article 7.- Les crédits ouverts par la Loi de Finances et mis à la disposition des entités administratives sont affectés à un service ou à un ensemble de services. Ils sont spécialisés par Institution groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination. Ils peuvent être limitatifs, évaluatifs ou provisionnels.

Article 7.1- Les crédits limitatifs sont les autorisations inscrites dans la loi de finances de chaque exercice; ils ne peuvent être ordonnancés que dans la limite des crédits ouverts par ladite loi.

Article 7.2- Les crédits évaluatifs sont ceux qui peuvent s'imputer au-delà de la dotation; ils sont inscrits à titre indicatif.

Article 7.3- Les crédits provisionnels correspondent à des dépenses qui ne peuvent être évaluées avec précision; ils ne peuvent être ordonnancés que dans la limite des crédits ouverts par ladite Loi .

Article 8.- Les crédits budgétaires de fonctionnement et d'investissement alloués à l'Administration Centrale sont limitatifs. Ils sont ouverts pour les dépenses dont la répartition, par Institution, Chapitre, Section et Article de Dépenses, déterminera la spécialisation des autorisations.

Article 8.1.- Les crédits affectés aux interventions publiques sont provisionnels; ceux afférents au paiement de la dette publique sont évaluatifs.

Article 9.- Les ressources prévues pour le financement des Programmes et Projets d'Investissements Publics seront déposées par tranche mensuelle sur le COMPTE SPECIAL DU TRESOR POUR LE DEVELOPPEMENT conformément à l'Arrêté fixant les modalités du Décret du 4 octobre 1984 sur les Fonds d'Investissements Publics;.

Article 10.- Le Ministère de l'Économie et des Finances établit avec les ordonnateurs les détails des articles budgétaires contenus dans la présente Loi de Finances et en informe la Cour Supérieure des Comptes et du Contentieux Administratif.

Article 11.- L'évaluation des champs de taxation, des emprunts, des dons, ainsi que la répartition des crédits de fonctionnement et d'investissement complètent la présente loi de Finances sous formes de tableaux.

Article 12.- La classification des ressources est ainsi établie en:

- 1.- Recettes Fiscales ;
- 2.- Recettes non Fiscales ;
- 3.- Recettes en Capital ;
- 4.- Dons ;
- 5.- Remboursement de prêts et avances, vente de participation ou restitution de capital ;
- 6.- Emprunts ;

Article 13.- La catégorie institutionnelle est basée sur le principe de la séparation des pouvoirs et l'existence des institutions indépendantes. Le secteur permet de regrouper les institutions de l'administration centrale selon leurs domaines d'activités. L'institution désigne toute entité publique faisant partie de l'administration centrale et jouissant de sa pleine autonomie administrative conformément aux dispositions de la loi. Le chapitre désigne soit les services internes d'un Ministère appelés services centraux ou les services centraux techniquement déconcentrés communément appelés services externes. La section est une subdivision du chapitre. L'article sert à désigner le premier niveau de détails permettant de classer par nature les dépenses publiques; il en existe neuf (9) :

- 1.- Dépenses de Personnel ;
- 2.- Dépenses de Services et de Charges diverses ;

- 3.- Achats de Biens de Consommations et Petits Matériels ;
- 4.- Immobilisations Corporelles ;
- 5.- Immobilisations Incorporelles ;
- 6.- Prêts, Avances, Prises de Participation et Placement ;
- 7.- Subventions, Quotes-parts et Contributions , Allocations, Indemnisations.
- 8.- Amortissement de la Dette Publique
- 9.- Autres Dépenses Publiques.

CHAPITRE II

DISPOSITIONS EN VUE DU CONTRÔLE DES TRANSACTIONS BUDGÉTAIRES

Article 14.- Toutes les ressources de l'État sont de droit des recettes budgétaires même dans le cas où elles n'auraient pas été prévues au Budget Général. Les ressources de l'État ou de tout Organisme Public ne peuvent être créées que par des lois, conventions, jugements ou services rendus et, sauf dérogation légale, doivent être versées au Trésor Public.

Article 15.- Tout chèque émis à l'ordre de l'État, d'un Ministère ou d'un Organisme Public, peut être endossé seulement pour dépôt au compte du Trésor Public ou si les raisons sont bien spécifiées et conformes aux lois en vigueur, à un compte de l'Administration de l'État. Le paiement d'un tel chèque est formellement interdit.

Article 16.- Pour certaines catégories de dépenses spécifiées par la loi et dans les limites des crédits budgétaires existants, des avances de fonds à justifier peuvent être consenties par le Trésor Public. Une nouvelle avance peut être octroyée moyennant justification des dépenses effectuées à partir des avances précédentes.

Article 17.- Le barème des frais de voyage à l'intérieur et à l'extérieur du pays ainsi que celui relatif à l'octroi d'indemnité de responsabilité et de rémunération pour travaux en heures supplémentaires est mis à jour et publié régulièrement à la diligence du Ministère de l'Économie et des Finances.

Article 18.- L'agent de la fonction publique ne peut émarger au budget de plus d'une institution en même temps à moins qu'il soit mis à disposition ou que l'une des rémunérations se réfère à l'enseignement.

Article 19.- Tout engagement pris au-delà des crédits budgétaires fixés par la présente Loi de Finances ou contraire aux lois et règlements en vigueur, n'entraîne point la responsabilité de l'État Haïtien. Toute personne physique ou morale qui aura contracté de tels engagements sera réputée pécuniairement responsable, sans préjudice des poursuites pénales ou civiles qui pourraient être intentées contre elle.

Article 20.- Les dépenses de fonctionnement exécutées à partir de l'Article 9 doivent être imputées à l'article budgétaire approprié et prises en compte dans la loi de règlement de l'exercice. Sont exemptes de cette obligation les dépenses d'intelligence et de police.

Article 21.- Toute personne physique ou morale qui aura entravé les procédures d'exécution du Budget de l'Etat, c'est-à-dire la perception d'impôts, taxes, droits, ou l'exécution des dépenses, sera punie conformément aux lois régissant la matière.

Article 22.- Les Opérations d'approvisionnement et de débours sur les comptes spéciaux du Trésor et sur les comptes courants des Organismes Publics sont réalisées en conformité aux lois et règlements régissant la matière.


TITRE III

DISPOSITION FINALE

Article 23.- Ce Décret abroge toutes Lois ou dispositions de Lois, tous Décrets-lois ou dispositions de Décrets-Lois, tous Décrets ou dispositions de Décrets qui lui sont contraires et sera publiée et exécutée à la diligence des Ministres de l'Économie et des Finances et de la Planification et de la Coopération Externe.

Donné au Palais National, à Port-au-Prince, le 29 septembre 2004, An 201^{ème} de l'Indépendance

Par le Président


Me. Boniface ALEXANDRE

Le Premier Ministre


Gérard LAFORTUE

Le Ministre des Affaires Etrangères, des Cultes
et des Haïtiens Vivant à l'Etranger

pr 
Arvon SIMEON
Pierre-Claude CALIXTE

Le Ministre de la Justice
et de la Sécurité Publique


Bernard GOUSSE


Le Ministre de l'Intérieur, des Collectivités Territoriales
et de la Sécurité Nationale;


Hérard ABRAHAM


Le Ministre de l'Économie
et des Finances

pr 
Henri BAZIN
Pierre-Claude CALIXTE

Le Ministre du Plan, de l'Environnement
et de la Coopération Externe


Roland PIERRE

Le Ministre de l'Agriculture, des Ressources Naturelles
et du Développement Rural

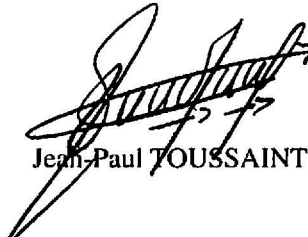

Philippe MATHIEU

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie
et du Tourisme



Danielle ST LOT

Le Ministre des Travaux Publics,
Transports et Communications



Jean-Paul TOUSSAINT

Le Ministre de l'Education Nationale



Pierre BUTEAU

Le Ministre de la Santé Publique
et de la Population



Josette BLOU

Le Ministre des Affaires Sociales



Pierre-Claude CALIXTE

Le Ministre de la Condition Féminine

pr Adeline MAGLOIRE CHANCY

Le Ministre de la Culture
et de la Communication



Magali COMEAU DENIS

LIBERTÉ

ÉGALITÉ

FRATERNITÉ

RÉPUBLIQUE D'HAÏTI

ANNEXE BUDGET

2004 – 2005

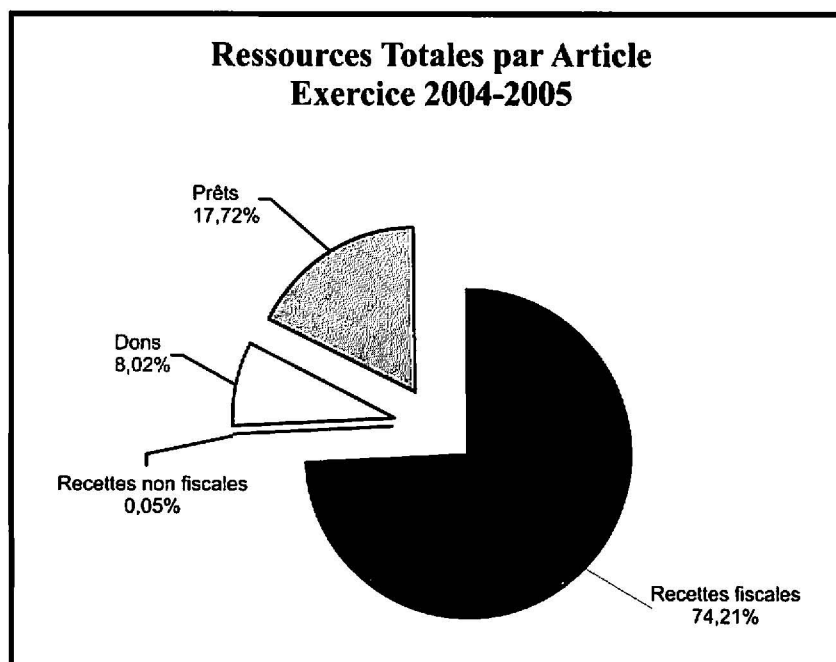
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLICQUE D'HAITI

BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE I RESSOURCES DU BUDGET GENERAL

RESSOURCES TOTALES PAR ARTICLE
(EN GOURDES)
EXERCICE 2004 - 2005

ARTICLE	MONTANT	POURCENT.
Recettes fiscales	15,949,827,000	74.21
Recettes non fiscales	10,193,000	0.05
Dons	1,723,680,000	8.02
Prêts	3,809,500,000	17.72
TOTAL	21,493,200,000	100.00

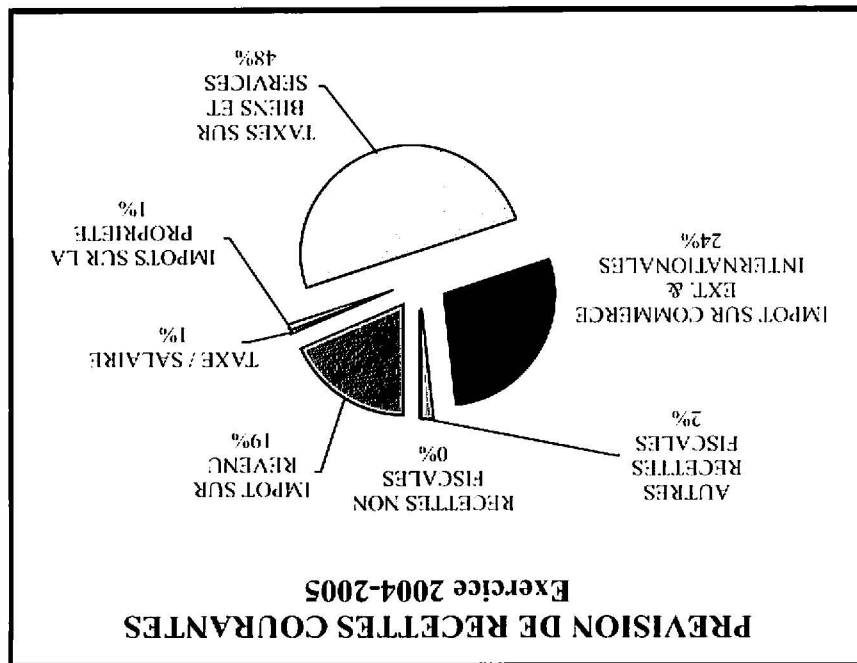


RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES

(En Gourdes)

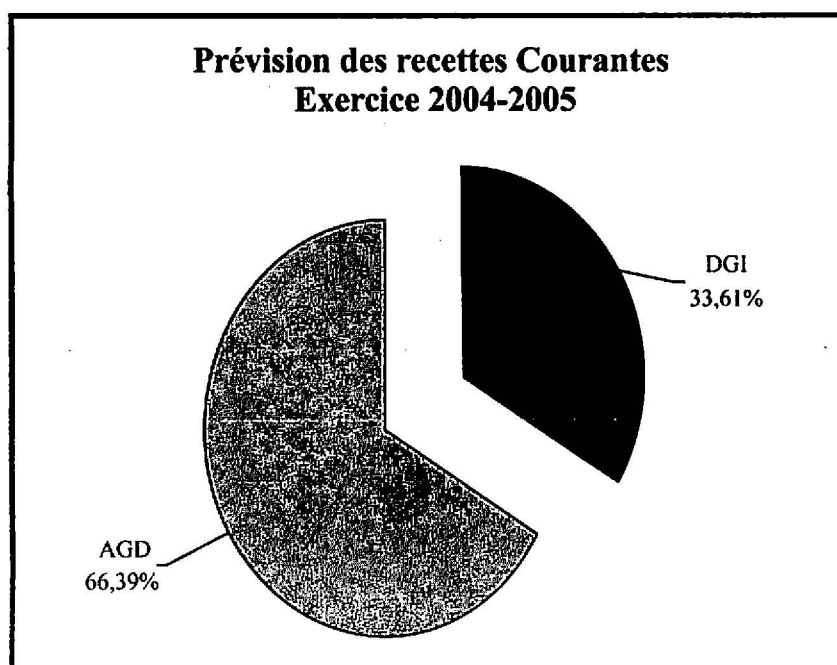
EXERCICE 2004 - 2005

PARAGRAPHE	MONTANT	POURCENT.
IMPÔT SUR REVENU	2,969,956,000	18.61
TAXE/SALAIRE OU TAXE/MAIN-D'ŒUVRE	93,630,000	0.59
IMPÔTS SUR LA PROPRIÉTÉ	184,730,000	1.16
TAXES SUR BIENS ET SERVICES	7,871,098,000	49.32
IMPÔT SUR COMMERCE EXT. & TRANSACTIONS INTERN.	4,576,733,000	28.68
AUTRES RECETTES FISCALES	253,680,000	1.59
RECETTES NON FISCALES	10,193,000	0.06
TOTAL	15,960,020,000	100.00



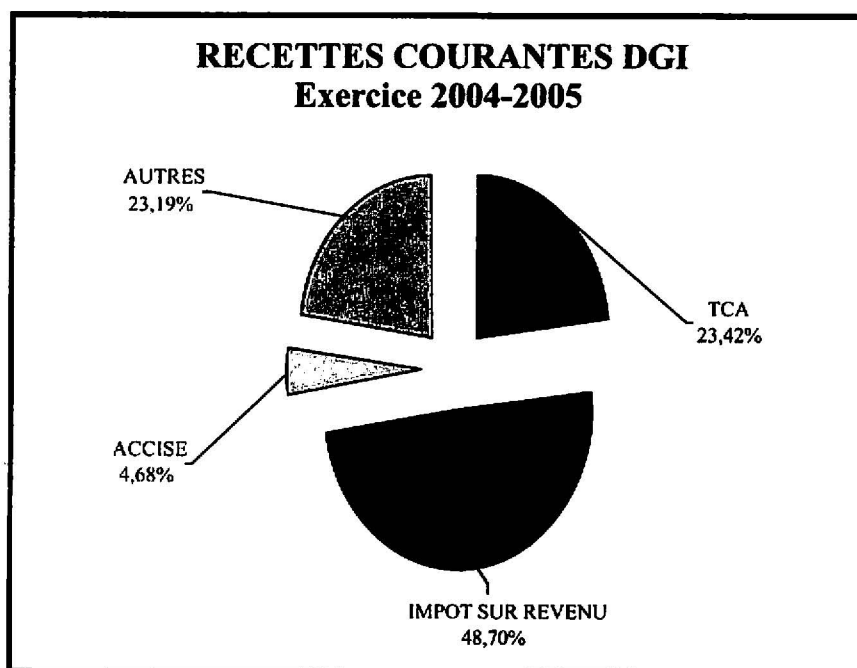
RESUME DES PREVISIONS DE RECETTES COURANTES**Par Institution de perception****(En Gourdes)****EXERCICE 2004 - 2005**

DGI	5,364,529,000
TCA	1,256,610,000
IMPÔT SUR REVENU	2,612,460,000
ACCISE	251,320,000
AUTRES	1,244,139,000
SUB/TOTAL1	5,364,529,000
AGD	10,595,491,000
ACOMPTE IMPÔT / REVENU	357,496,000
TCA	3,874,344,000
DROITS D'ACCISE	1,623,850,000
TAXE SUR VEHICULE A MOTEUR	152,875,000
IMPÔT / COMMERCE EXTERIEUR ET TRANSACTIONS INTERNATIONALES	4,576,733,000
RECETTES NON FISCALES	10,193,000
SUB/TOTAL2	10,595,491,00
TOTAL	15,960,020,000



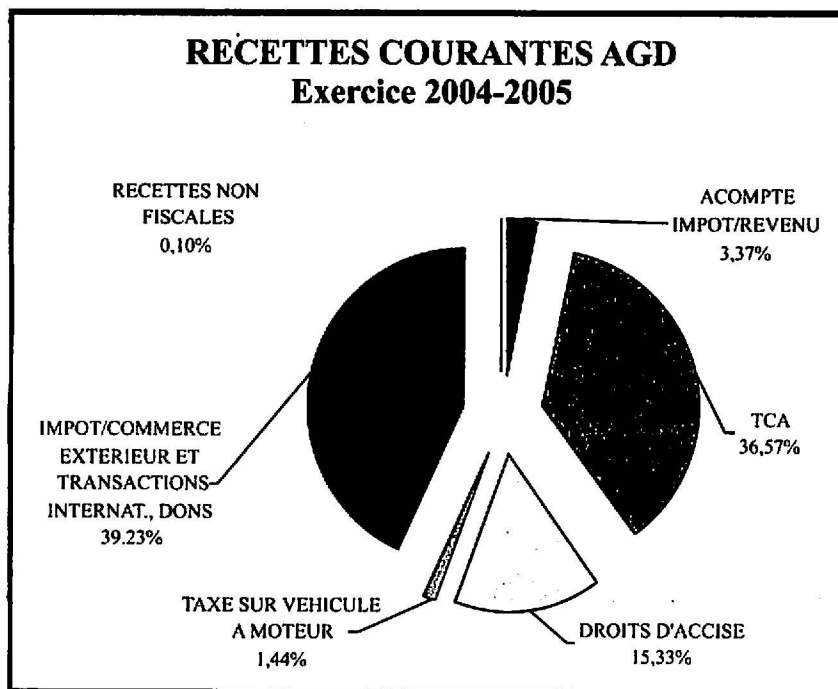
RESUME DES PERCEPTIONS PREVUES POUR LA DGI
(EN GOURDES)
EXERCICE 2004 - 2005

DGI	MONTANT	POURCENT.
TCA	1,256,610,000.00	23.42
IMPÔT SUR REVENU	2,612,460,000.00	48.70
ACCISE	251,320,000.00	4.68
AUTRES	1,244,139,000.00	23.19
TOTAL	5,364,529,000.00	100.00



RESUME DES PERCEPTIONS PREVUES POUR L'AGD
(EN GOURDES)
EXERCICE 2004 - 2005

AGD	MONTANT	POURCENT.
ACOMPTE IMPÔT/REVENU	357,496,000	3.37
TCA	3,874,344,000	36.57
DROITS D'ACCISE	1,623,850,000	15.33
TAXE SUR VEHICULE A MOTEUR	152,875,000	1.44
IMPÔT/COMMERCE EXT. ET TRANSACTIONS INTERNAT., DONS	4,576,733,000	43.20
RECETTES NON FISCALES	10,193,000	0.10
SUB/TOTAL1	10,595,491,000	100.00



DÉTAILS DES RESSOURCES DU BUDGET 2004 - 2005 (en Gourdes)

Nature	Montant
Recettes courantes + dons + Prêts	21,493,200,000
Ressources hors dons et emprunts	15,960,020,000
Recettes courantes	15,960,020,000
Article 1-Recettes Fiscales	15,949,827,000
10- Impôts sur le revenu	2,969,956,000
100 Sociétés et autres personnes morales	1,096,730,000
1000 Impôt base forfaitaire	527,830,000
1001 Impôt base bénéfice réel	568,900,000
<i>101 Personnes physiques</i>	1,515,730,000
1010 Impôt sur le salaire	1,090,150,000
1011 Impôt sur les bonis, étrennes, trentièmes et jetons de présence	91,440,000
1012 Impôt sur les commissions - courtages	4,940,000
1013 Impôt sur les intérêts, arrérages et gains de change	8,790,000
1014 Impôt sur revenus distribués et dividendes	13,230,000
1015 Impôt sur plus-values mobilières et immobilières	59,460,000
1016 Impôt sur revenu industriel et commercial	4,830,000
1017 Impôt sur revenu des professions non commerciales	38,210,000
1019 Impôt sur revenu base déclaration définitive	204,680,000
<i>102 Autres impôts sur le revenu non ventilables</i>	357,496,000
1020 Acompte perçu à l'importation	357,496,000
11- Taxe sur salaire ou taxe sur main-d'œuvre	93,630,000
<i>110 Taxe sur la masse salariale</i>	91,770,000
119 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Taxe sur la masse salariale	1,860,000
12-Impôts sur la propriété	184,730,000
<i>120 Propriété immobilière</i>	8,480,000
1200 Taxe additionnelle sur CFPB	8,480,000
<i>121 Droits de successions et donations</i>	15,740,000
1210 Droit proportionnel d'enregistrement	13,840,000
1211 Taxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregis.	130,000
1212 Taxe supplémentaire sur successions	980,000
1213 Droit de transcription de droits immobiliers	790,000

DÉTAILS DES RESSOURCES DU BUDGET 2004-2005 (en Gourdes)

Nature	Montant
<i>122 Droits sur transactions mobilières et immobilières</i>	141,070,000
1220 Droit proportionnel d'enregistrement	136,600,000
1221 Taxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregis.	4,060,000
1222 Droit de transcription de droits immobiliers	410,000
<i>123 Droits sur autres actes relatifs à la propriété</i>	520,000
1230 Droit proportionnel d'enregistrement	90,000
1231 Taxe supplémentaire sur droit proportionnel d'enregis.	50,000
1232 Droit de transcription de droits immobiliers	380,000
<i>124 Divers impôts sur la propriété</i>	18,740,000
1240 Taxe sur transmission de titres et taxe sur actions	6,270,000
Fermage	12,470,000
<i>125 Droits d'hypothèque</i>	60,000
129 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur la propriété	120,000
13- Taxes sur les biens et services	7,871,098,000
<i>130 Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)</i>	5,130,954,000
1300 Taxe sur le chiffre d'affaires à l'importation	3,874,344,000
1301 Taxe sur le chiffre d'affaires Intérieur	1,256,610,000
<i>131 Droits d'accises</i>	1,875,170,000
1310 Droits d'accises ordinaires sur boissons alcoolisées et non alcoolisées	70,167,000
<i>13100 Alcool jus de canne</i>	1,602,000
<i>13101 Boissons gazeuses</i>	6,721,000
<i>13102 Boissons maltées</i>	4,099,000
<i>13103 Boissons spiritueuses</i>	8,296,000
<i>13104 Boissons vineuses</i>	2,104,000
<i>13105 Autres boissons non gazeuses (à base de lait, fruits, légumes)</i>	3,315,000
Boissons alcoolisées	44,030,000
1311 Droits d'accises ordinaires sur produits alimentaires	237,837,000
<i>13110 Sucre</i>	236,657,000
<i>13111 Farine fabriquée</i>	1,180,000
1312 Droits d'accises ordinaires sur allumettes et cigarettes	134,822,000
<i>13120 Allumettes</i>	40,880,000
<i>13121 Cigarettes</i>	93,942,000

DÉTAILS DES RESSOURCES DU BUDGET 2004-2005 (en Gourdes)

Nature	Montant
1313 Droits d'accises ordinaires sur véhicules	391,691,000
<i>13130 Véhicules importés</i>	391,691,000
1314 Droits d'accises ordinaires / combustibles et lubrifiants	423,059,000
<i>13140 Gaz propane, butane et assimilés</i>	405,000
<i>13141 Huile et graisse lubrifiante</i>	1,339,000
<i>13143 Gasoline</i>	115,662,000
<i>13144 Gasoil</i>	233,858,000
<i>13145 Kérosène</i>	71,795,000
1315 Droits d'accises variables sur combustibles et lubrifiants	552,715,000
<i>13150 Gasoline accise variable</i>	238,095,000
<i>13151 Gasoil accise variable</i>	301,450,000
<i>13152 Kérosène accise variable</i>	13,170,000
1316 Droits d'accises complémentaires	64,879,000
<i>13160 Bière</i>	26,710,000
<i>13161 Stout</i>	5,140,000
<i>13162 Cigarettes</i>	18,489,000
<i>Autres accises</i>	14,540,000
<i>132 Taxes sur services déterminés</i>	19,470,000
1320 Taxes sur les services d'assurances	18,980,000
<i>13200 Taxe sur les primes d'assurances</i>	7,140,000
<i>13201 Droit spécial sur police assurances véhicules</i>	9,810,000
<i>13202 Contribution libération économique / assurances</i>	2,030,000
1321 Taxe sur ventes de carnets de borlette	490,000
<i>133 Taxes sur utilisation des biens mobiliers et immobiliers</i>	747,054,000
1330 Contributions patentes et licences	94,530,000
<i>13300 Patente (20 % pour compte du Trésor)</i>	1,200,000
<i>13301 Licence d'étranger</i>	35,500,000
<i>13302 Licence matières inflammables</i>	980,000
<i>13303 Licence d'exploitation</i>	42,110,000
<i>13304 Licence radio et télévision</i>	14,740,000

DÉTAILS DES RESSOURCES DU BUDGET 2004-2005
(en Gourdes)

Nature	Montant
1331 Taxes sur les véhicules à moteur	648,684,000
13310 1ère immatriculation véhicules	346,829,000
13311 2ème immatric. véhicules (vignettes & plaques)	149,090,000
13312 Taxe sur inspection des véhicules	4,440,000
13314 Taxe touristique	148,325,000
1332 Autres taxes / utilisation des biens mobiliers et immob.	3,840,000
13320 Licence armes à feu	3,840,000
134 Diverses taxes sur biens et services	98,140,000
1340 Taxe d'irrigation	370,000
1341 Taxe sur tickets de voyage	94,890,000
1342 Taxe d'exploitation de carrières	610,000
1343 Vente de plaques d'immatriculation de véhicules sans moteur	900,000
Divers/Biens et services	1,060,000
139 Pénalités, amendes et frais de poursuite / taxes sur biens et services	310,000
14-Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	4,576,733,000
140 Droits d'importation	2,379,247,000
1400 Droits de Douane	2,379,247,000
141 Autres perceptions à l'importation	2,166,028,000
1410 Frais de vérification	1,984,720,000
1411 Droit de transit	322,000
1412 Droit d'entrepôt	100,000
1419 Recettes à l'importation non ventilées ailleurs	180,886,000
149 Pénalités, amendes et frais de poursuite / Impôts sur	31,458,000
1490 Pénalités, amendes et frais de poursuite / importation	31,458,000
15- Autres recettes fiscales	253,680,000
150 Impôts de capitation	92,040,000
1500 Carte d'identité fiscale	91,650,000
1501 Carte d'identité professionnelle	390,000
151 Droits de timbre	122,530,000
1510 Droits de timbre fixe	31,820,000
15100 Droit de fonctionnement	560,000

DÉTAILS DES RESSOURCES DU BUDGET 2004-2005 (en Gourdes)

Nature	Montant
<i>15101 Droit de non fonctionnement</i>	210,000
<i>15102 Autres droits de timbre fixe</i>	31,050,000
1511 Droits de timbre proportionnel	89,480,000
<i>15110 Droit de timbre sur capital social</i>	90,000
<i>15111 Autres droits de timbre proportionnel</i>	89,390,000
1512 Droit de timbres spéciaux	1,230,000
<i>152 Droits fixe d'enregistrement</i>	820,000
1521 Sur actes judiciaires et extrajudiciaires	550,000
1522 Taxe supplémentaire sur droits fixe d'enregistrement	270,000
<i>153 Diverses autres recettes fiscales</i>	37,620,000
1530 Taxe sur appels téléphoniques	22,050,000
1531 Droit spécial sur bordereaux administratifs	4,600,000
1532 Carte d'immatriculation fiscale	10,970,000
<i>159 Pénalités, amendes et frais de poursuite / autres recettes fiscales</i>	670,000
Article 2 -RECETTES NON FISCALES	10,193,000
21- Droits et frais administratifs, ventes non industrielles	10,193,000
<u>211 Frais administratifs</u>	10,193,000
2116 Vente de formulaires administratifs divers	5,706,000
2118 Taxe d'immigration et d'émigration	4,487,000
Article 5 -DONS	1,723,680,000
50-Dons pour dépenses courantes	1,723,680,000
501 Dons extérieurs	1,723,680,000
5011 Dons de gouvernements étrangers et d'autres administ. pub.	1,723,680,000
Article 8 - EMPRUNTS	3,809,500,000
81-Emprunts extérieurs	3,809,500,000
<i>811 Emprunts auprès d'organisations internationales - Dette</i>	3,809,500,000

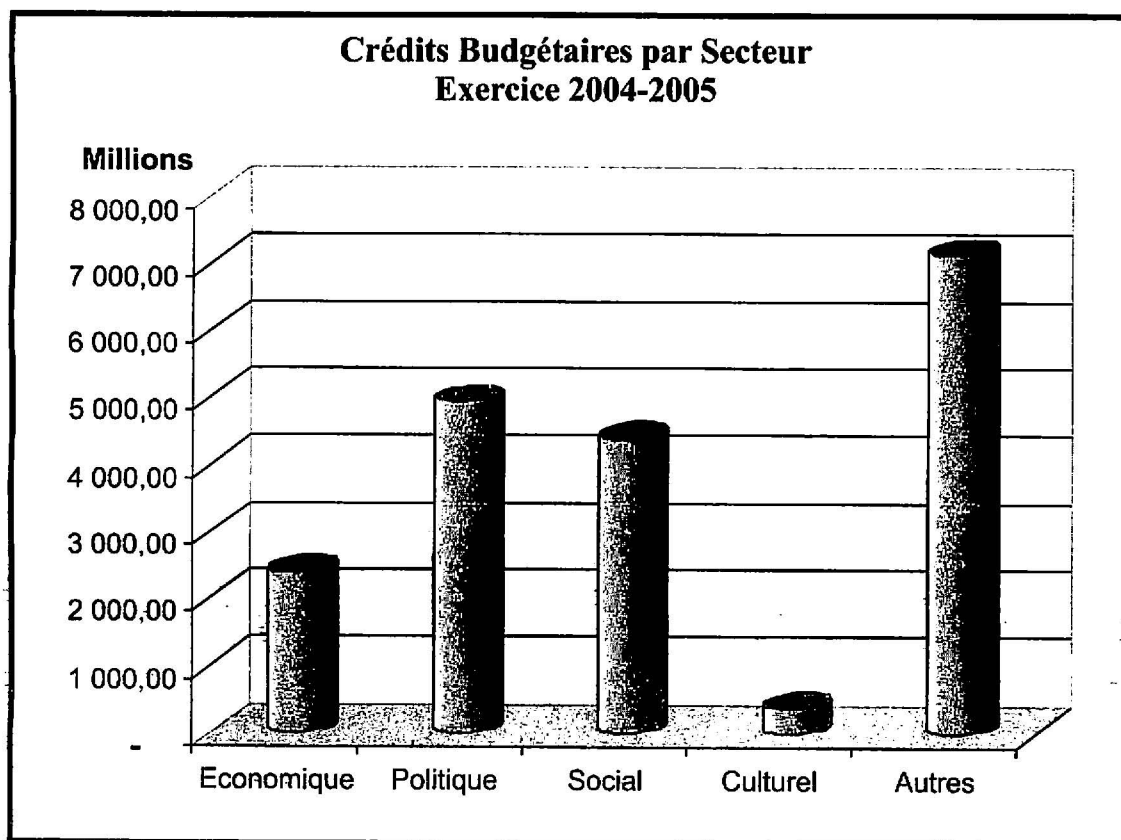
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE II
DETAILS DES CREDITS

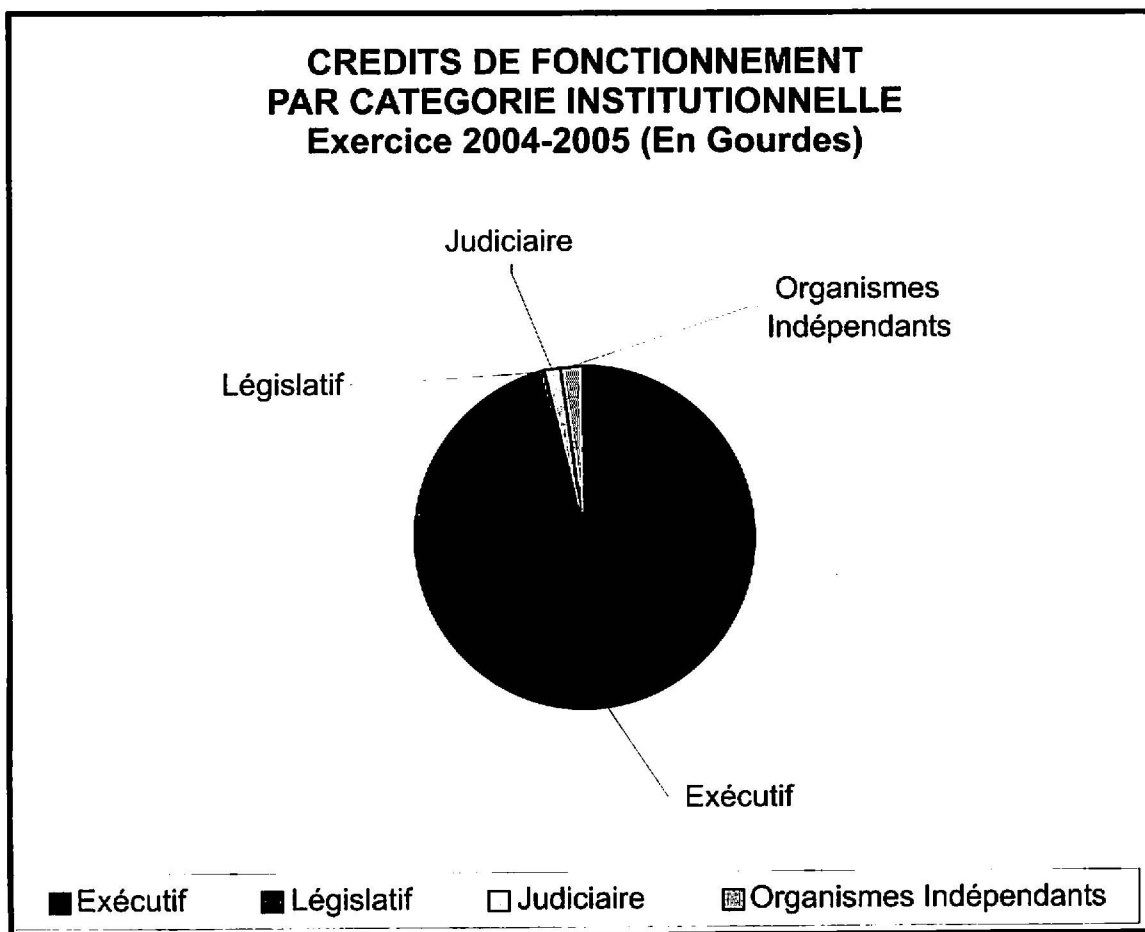
CREDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTEUR
(En Gourdes)
Exercice 2004 - 2005

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	
	MONTANT	POURCENT.
ECONOMIQUE	2,378,447,150	12.40
POLITIQUE	4,926,977,119	25.69
SOCIAL	4,386,480,600	22.87
CULTUREL	362,876,300	1.89
AUTRES	7,124,837,551	37.15
TOTAL	19,179,618,720	100.00



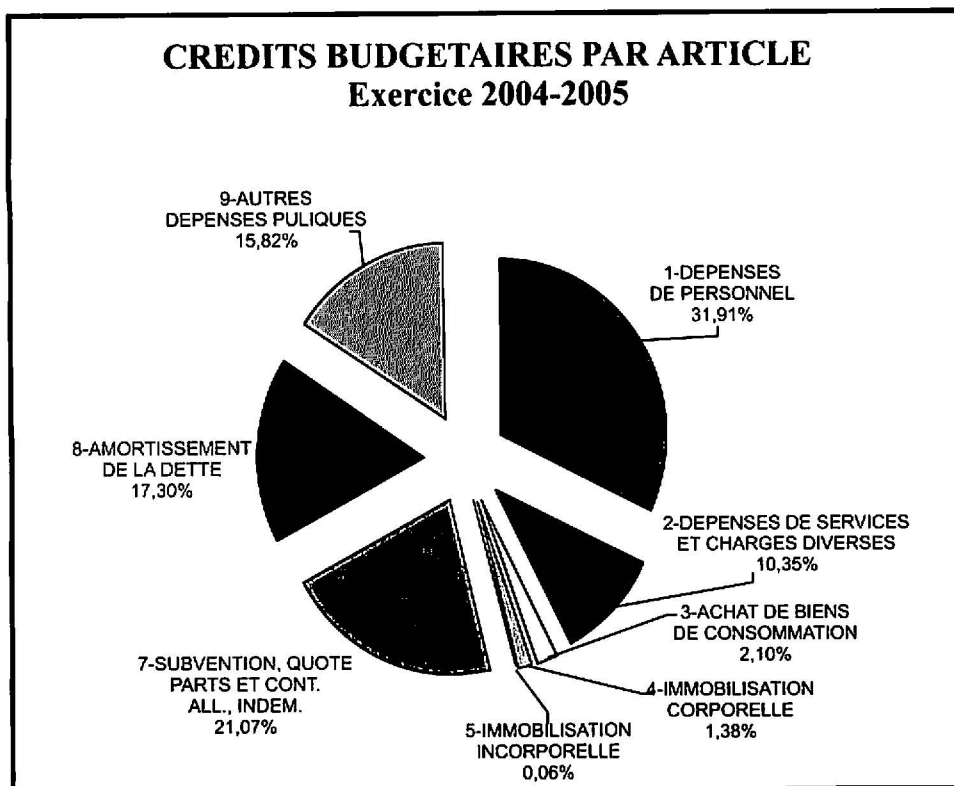
CREDITS DE FONCTIONNEMENT PAR CATEGORIE INSTITUTIONNELLE
(En Gourdes)
Exercice 2004 - 2005

CATEGORIE	FONCTIONNEMENT	
	MONTANT	POURCENT.
EXÉCUTIF	18,368,672,301	95.77
LÉGISLATIF	124,467,919	0.65
JUDICIAIRE	243,276,500	1.27
ORGANISMES INDÉPENDANTS	443,202,000	2.31
TOTAL	19,179,618,720	100.00



REPARTITION DES CREDITS DE FONCTIONNEMENT PAR ARTICLE DE DEPENSES (En Gourdes)

ARTICLE	2004 - 2005	
	MONTANT	POURCENT.
1- DEPENSES DE PERSONNEL	6,120,717,234	31.91
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,985,651,200	10.35
3- ACHAT DE BIENS DE CONSOMMATION	403,176,800	2.10
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	264,339,800	1.38
5- IMMOBILISATION INCORPORELLE	11,425,000	0.06
7- SUBVENTION, QUOTE PARTS ET CONT. ALL., INDEM.	4,041,035,925	21.07
8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	3,318,632,800	17.30
9- AUTRES DEPENSES PULIQUES	3,034,639,961	15.82
TOTAL	19,179,618,720	100.00



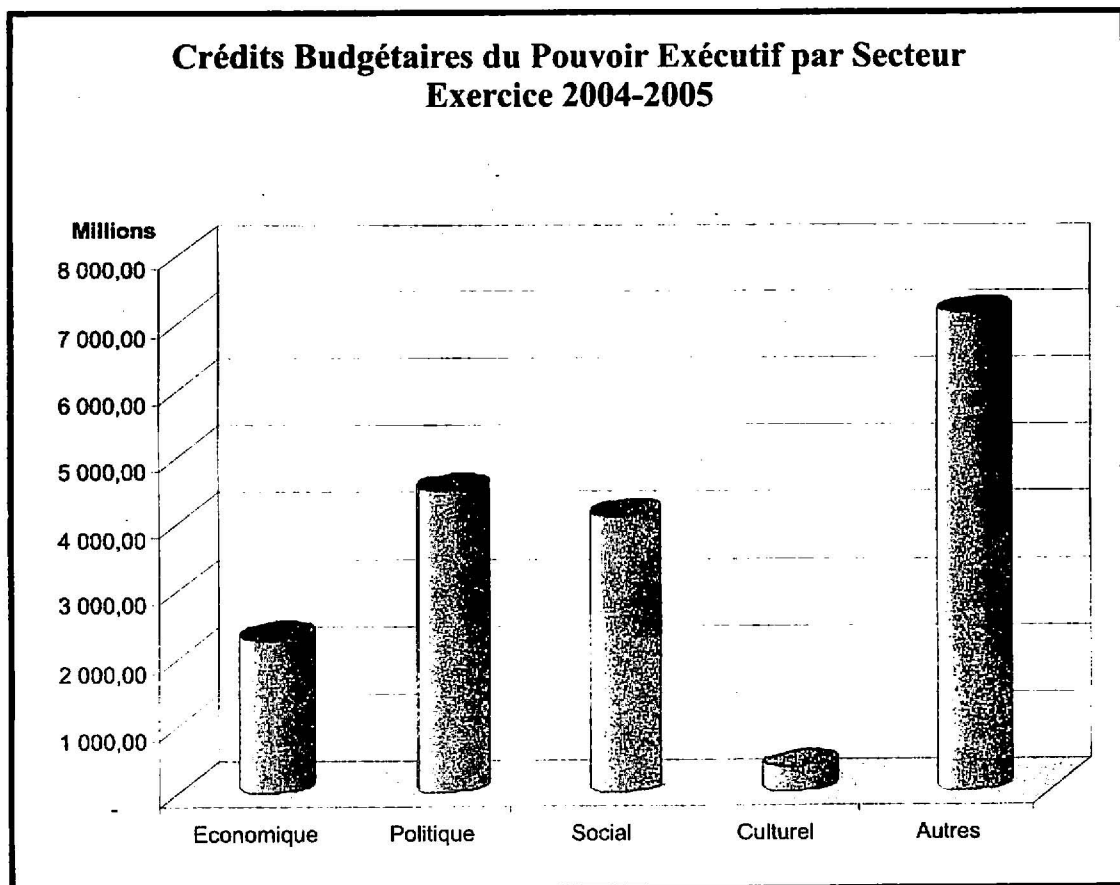
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE III
POUVOIR EXECUTIF

CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU POUVOIR EXECUTIF PAR SECTEUR
(En Gourdes)
Exercice 2004 - 2005

SECTEUR	FONCTIONNEMENT	
	MONTANT	POURCENT.
ECONOMIQUE	2,278,851,150	12.41
POLITIQUE	4,492,971,700	24.46
SOCIAL	4,109,135,600	22.37
CULTUREL	362,876,300	1.98
AUTRES	7,124,837,551	38.79
TOTAL	18,368,672,301	100.00



LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

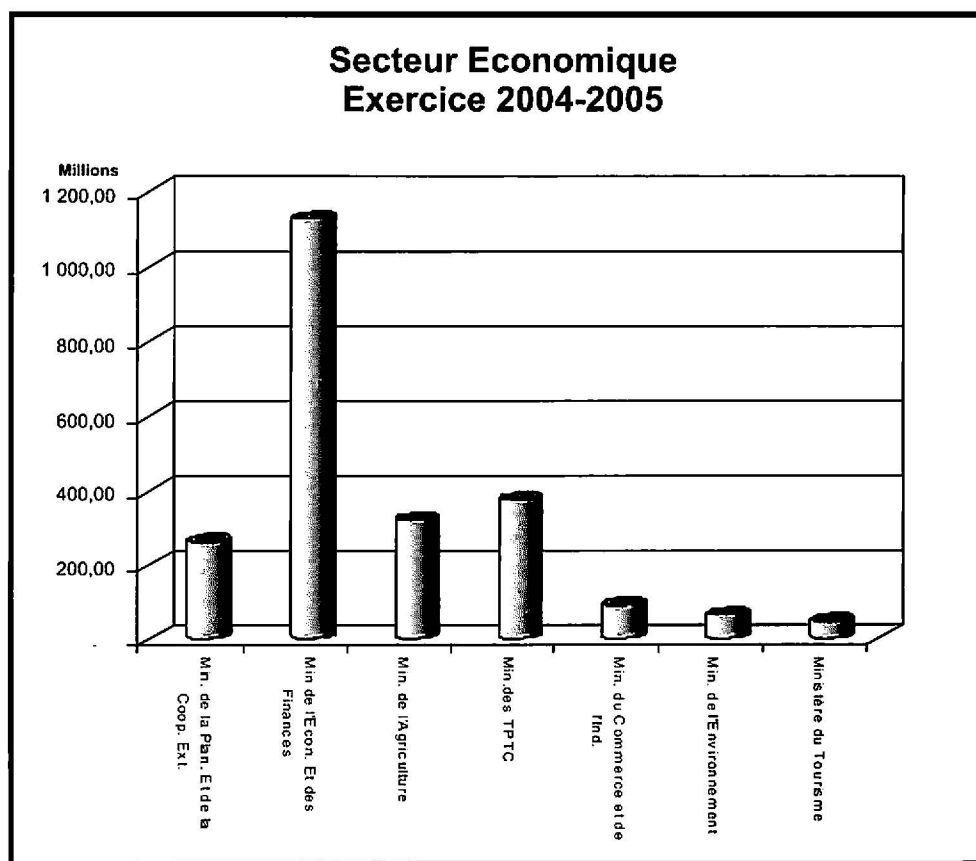
BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE III.1 **SECTEUR ECONOMIQUE**

CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU POUVOIR EXECUTIF PAR MINISTERE

11.- SECTEUR ECONOMIQUE

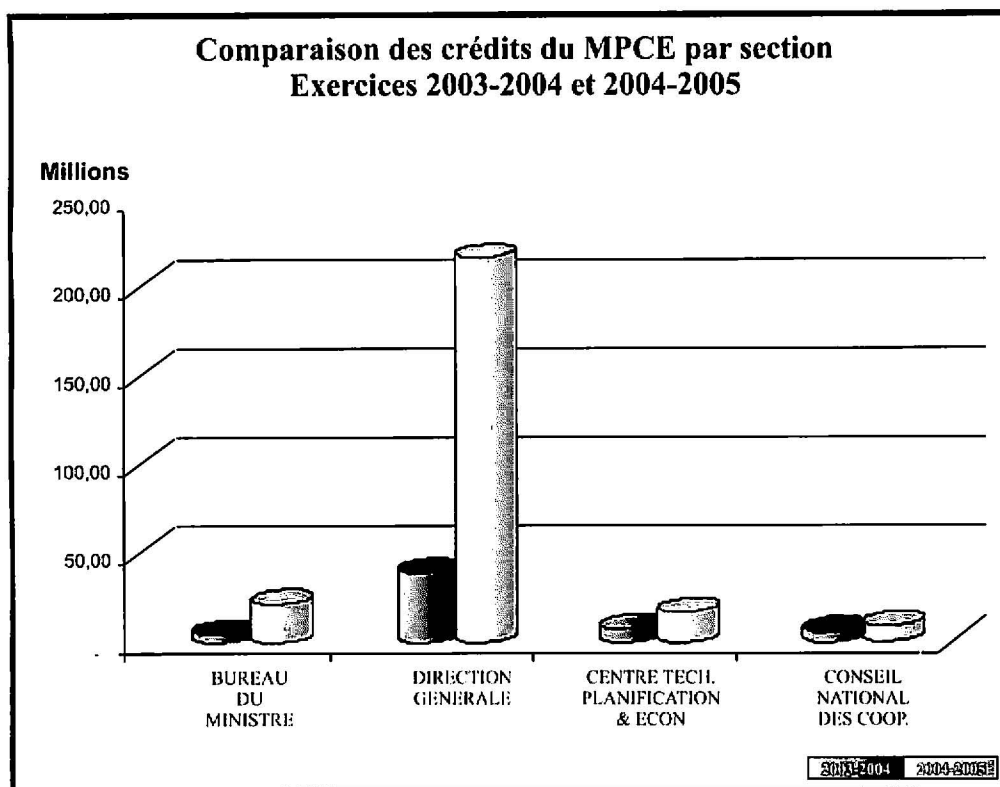
MINISTERE	CREDIT 2004 - 2005	POURCENT.
MIN. DE LA PLAN. ET DE LA COOP. EXT.	261,883,000	11.49
MIN DE L'ECON. ET DES FINANCES	1,127,057,400	49.46
MIN. DE L'AGRICULTURE	320,145,000	14.05
MIN. DES TPTC	372,676,250	16.35
MIN. DU COMMERCE ET DE L'IND.	89,950,000	3.95
MIN. DE L'ENVIRONNEMENT	62,172,000	2.73
MINISTÈRE DU TOURISME	44,967,500	1.97
TOTAL	2,278,851,150	100.00



1111.- MINISTÈRE DE LA PLANIFICATION ET DE LA COOPÉRATION EXTERNE

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004- 2005	ECART	POURCENT.
BUREAU DU MINISTRE	4,201,429	21,228,000	17,026,571	405.26
DIRECTION GENERALE	38,713,227	215,367,000	176,653,773	456.31
CENTRE TECH. PLAN. & ECON.	7,135,728	16,600,000	9,464,272	132.63
CONSEIL NATIONAL DES COOP.	5,784,557	8,688,000	2,903,443	50.19
TOTAL	55,834,941	261,883,000	206,048,059	369.03



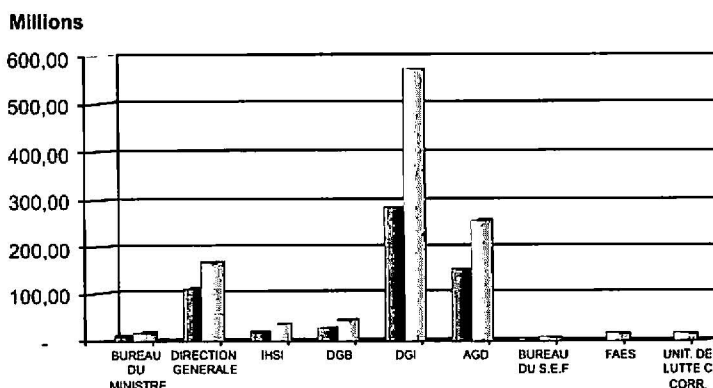
		MONTANT
TOTAL		19,179,618,720
1- POUVOIR EXECUTIF		18,368,672,301
11- SECTEUR ECONOMIQUE		2,278,851,150
1111- MINISTERE DE LA PLAN. ET DE LA COOP. EXT.		261,883,000
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT		261,883,000
1111-1-11	BUREAU DU MINISTRE	21,228,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	10,828,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,500,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,250,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,350,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	5,000,000
	<i>COMMISSION D'EVALUATION DES COOPERATIVES</i>	<i>5.000.000</i>
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300,000
1111-1-12	DIRECTION GENERALE	215,367,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	75,405,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,500,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4,000,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	4,000,000
	7- SUBVENT., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.. DONT	124,188,000
	<i>ETUDIANTS BOURSIERS A CUBA</i>	<i>27.360.000</i>
	<i>PROFESSIONNELS CUBAINS</i>	<i>95.878.000</i>
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,274,000
1111-2-13-	CENTRE DE TECH. DE PLAN. & D'ECO. APPL.	16,600,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	16,600,000
111-2-14-	CONSEIL NATIONAL DES COOPERATIVES	8,688,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	8,688,000

1112.- MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGÉTAIRES PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	POURCENT.
BUREAU DU MINISTRE	9,642,137	16,407,000	6,764,863	70.16
DIRECTION GENERALE	111,659,128	167,296,100	55,636,972	49.83
IHSI	17,754,128	33,235,000	15,480,872	87.20
DGB	27,579,837	44,492,300	16,912,463	61.32
DGI	282,266,200	571,667,000	289,400,800	102.53
AGD	152,067,079	255,972,000	103,904,921	68.33
BUREAU DU S.E.F	3,692,000	7,988,000	4,296,000	116.36
FAES	-	15,000,000	15,000,000	0.00
UNIT. DE LUTTE C. CORR.	-	15,000,000	15,000,000	0.00
TOTAL	604,660,509	1,127,057,400	522,396,891	86.40

**Comparaison des crédits du MEF par section
Exercices 2003-2004 et 2004-2005**



2003-2004 2004-2005

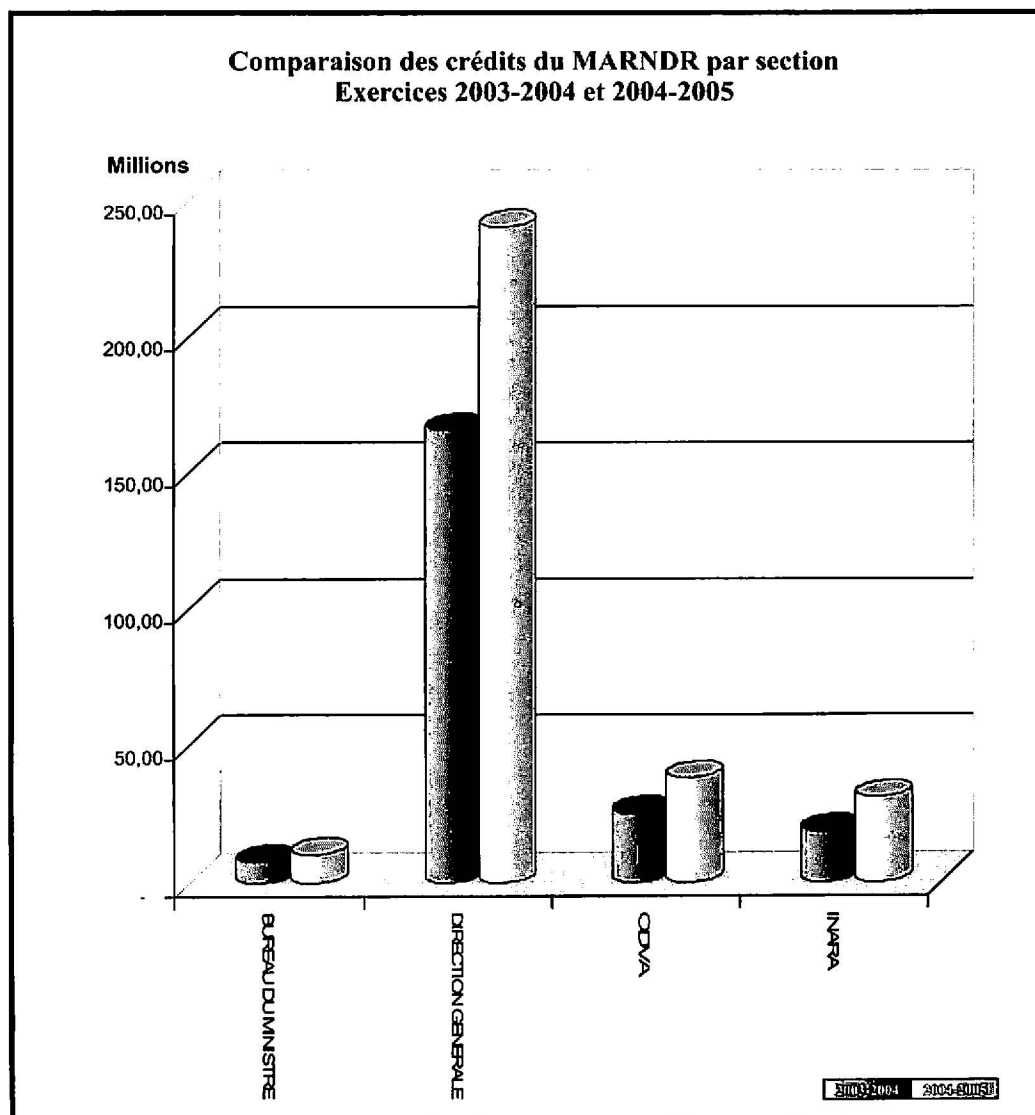
MINISTERE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES		1,127,057,400
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT		1,127,057,400
1112-1-11- BUREAU DU MINISTRE		16,407,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL		10,607,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES		3,500,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS		600,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE		600,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES		1,100,000
1112-1-12 DIRECTION GENERALE		167,296,100
1- DEPENSES DE PERSONNEL		90,794,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES		9,697,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS		9,128,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE		6,953,000
7- SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM. DONT:		21,434,100
<i>BUREAU DE LIAISON AVEC LA SOCIETE CIVILE</i>	<i>1,500,000</i>	
<i>BUREAU DE COMMUNICATION</i>	<i>1,500,000</i>	
<i>COMMISSION DE DEVELOPPEMENT FRONTALIER</i>	<i>8.907.500</i>	
<i>COMITE INTERMINISTERIEL DES INVESTISSEMENTS</i>	<i>5.926.600</i>	
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES		29,290,000
1112-2-13- IHSI		33,235,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL		26,251,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES		2,000,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS		1,584,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE		1,450,000
5- IMMOBILISATION INCORPORELLE		
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS		750,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES		1,200,000
1112-2-14- DIRECTION GENERALE DU BUDGET		44,492,300
1- DEPENSES DE PERSONNEL		24,609,300
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES		3,500,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS		3,250,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE		5,375,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS		1,000,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES		6,758,000

1112-2-15-DIRECTION GENERALE DES IMPOTS	571,667,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	302,225,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	224,000,000
<i>IMPRESSION PLAQUES, TIMBRES VIGNETTES</i>	<i>200.000.000</i>
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	16,056,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	22,886,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,500,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000
1112-2-16-ADMINISTRATION GENERALE DES DOUANES	255,972,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	129,672,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	15,000,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	10,000,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	6,000,000
5- IMMOBILISATION INCORPORELLE	
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	46,600,000
<i>SOCIETE GENERALE DE SURVEILLANCE</i>	<i>45.600.000</i>
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES. DONT:	48,700,000
<i>VENTE DE FORMULAIRES</i>	<i>5.706.000</i>
1112-2-17- BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT DES FINANCES	7,988,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	4,798,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	905,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	285,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	300,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,200,000
1112-2-19- FAES	15,000,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	15,000,000
1112-2-21-UNITE DE LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	15,000,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	15,000,000

1113.- MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE DES RESS. NATURELLES ET DU DEV. RURAL

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

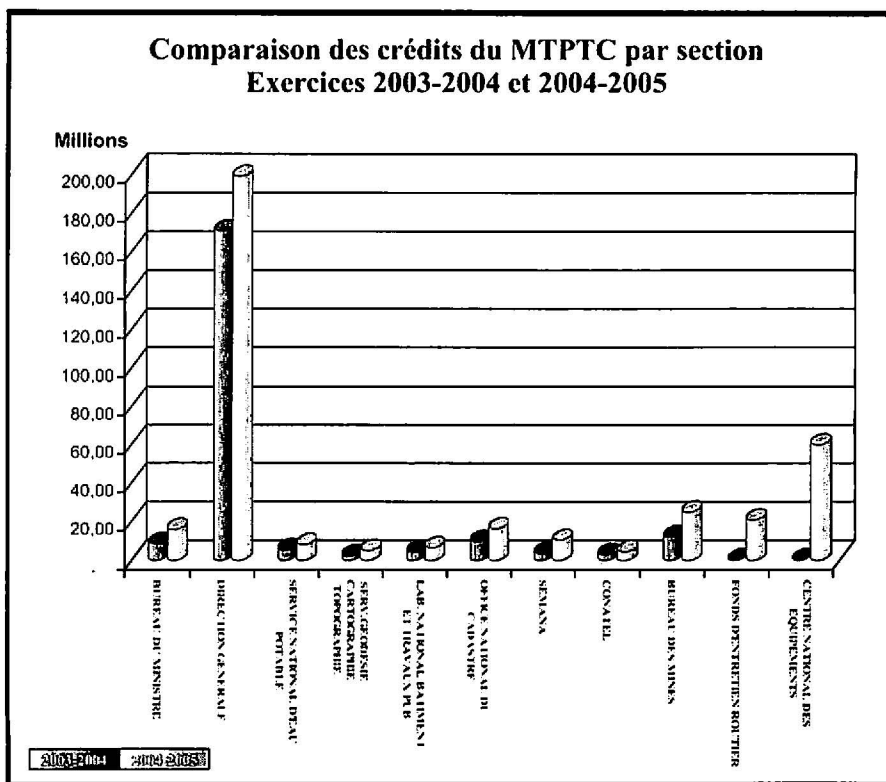
SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	POURCENT.
BUREAU DU MINISTRE	7,705,714	10,438,000	2,732,286	35.46
DIRECTION GENERALE	165,774,887	240,443,000	74,668,113	45.04
ODVA	25,258,765	38,209,000	12,950,235	51.27
INARA	18,765,706	31,055,000	12,289,294	65.49
TOTAL	217,505,072	320,145,000	102,639,928	47.19



1113-MINISTERE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NAT.S & DU DEV. RURAL		320,145,000
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT		320,145,000
1113-1-11	BUREAU DU MINISTRE	10,438,000
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	7,288,000
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	350,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	500,000
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	300,000
	7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	2,000,000
1113-1-12	DIRECTION GENERALE	240,443,000
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	171,275,000
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	12,148,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	19,000,000
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	6,000,000
	5-IMMOBILISATION INCORPORELLE	5,800,000
	7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	6,220,000
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	20,000,000
1113-2-13-	ODVA	38,209,000
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	30,938,000
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,000,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3,000,000
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,271,000
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,000,000
1113-2-14-	INARA	31,055,000
	1-DEPENSES DE PERSONNEL	23,605,000
	2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,500,000
	3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,450,000
	4-IMMOBILISATION CORPORELLE	3,500,000
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,000,000

1114.- MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS
RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004- 2005	ECART	POURCENT.
BUREAU DU MINISTRE	8,661,201	16,068,000	7,406,799	85.52
DIRECTION GENERALE	170,758,164	198,928,000	28,169,836	16.50
SERVICE NAT. D'EAU POTABLE	5,569,112	8,254,000	2,684,888	48.21
SERV. GEODESIE CART. TOP.	2,330,892	5,156,650	2,825,758	121.23
LAB. NAT. BATIMENT ET TRAV. PUB.	4,554,262	6,694,000	2,139,738	46.98
OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	10,035,521	16,526,000	6,490,479	64.68
SEMANAH	3,742,672	10,500,000	6,757,328	180.55
CONATEL	2,930,077	4,536,000	1,605,923	54.81
BUREAU DES MINES	12,245,199	25,013,600	12,768,401	104.27
FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	-	21,000,000	21,000,000	0.00
CENTRE NAT. DES EQUIPEMENTS	-	60,000,000	60,000,000	0.00
TOTAL	220,827,100	372,676,250	151,849,150	68.76



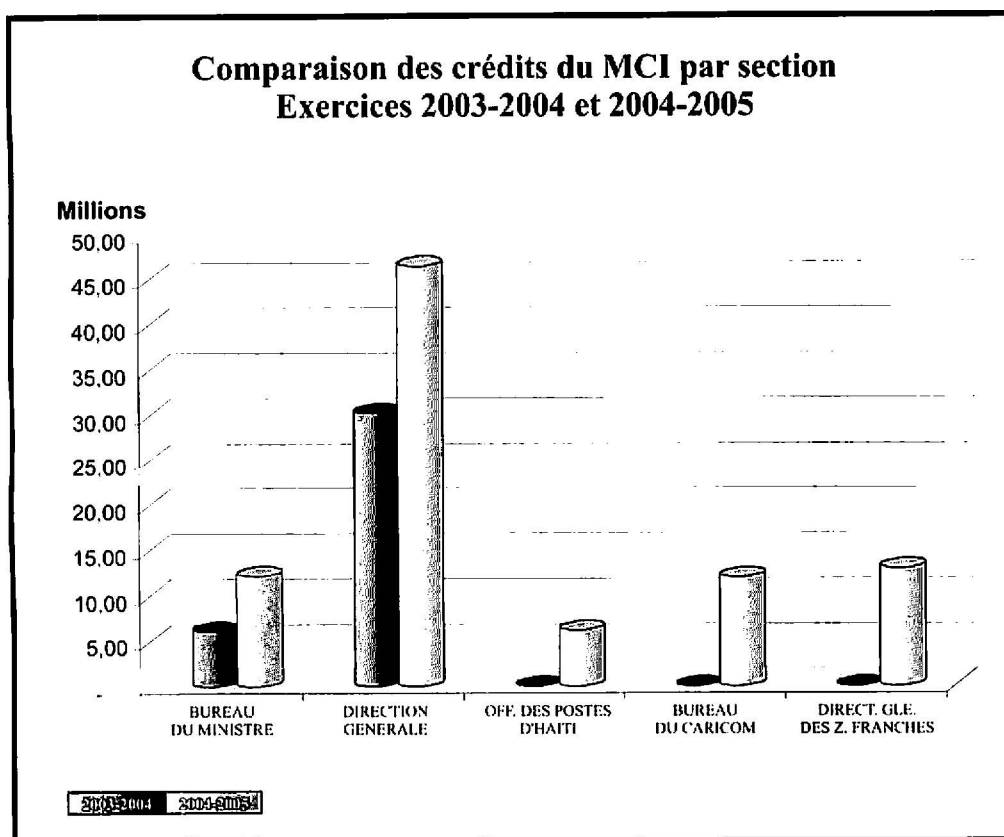
1114-MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS		372,676,250
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT		372,676,250
1114-1-11	BUREAU DU MINISTRE	16,068,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	10,748,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,500,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	820,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,000,000
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
1114-1-12	DIRECTION GENERALE	198,928,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	144,882,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	17,500,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	18,000,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	7,546,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,000,000
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	10,000,000
1114-2-13-	SERVICE NATIONAL D'EAU POTABLE	8,254,000
	7-SUBV., QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	8,254,000
1114-2-14-	SERVICE DE GEODESIE, CART. & TOPOGR.	5,156,650
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	3,356,650
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	500,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	300,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
1114-2-15-	LABO. NATIONAL DU BATIMENT & DES TRAV. PUBL.	6,694,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	6,694,000
1114-2-16-	OFFICE NATIONAL DU CADASTRE	16,526,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	13,976,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	900,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	750,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	600,000
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300,000

1114-2-17-	SERVICES MARITIMES ET DE NAVIGATION D'HAITI	10,500,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	10,500,000
1114-2-18-	CONSEIL NATIONAL DES TELECOMMUNICATIONS	4,536,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	4,536,000
1114-2-19-	BUREAU DES MINES ET DE L'ENERGIE	25,013,600
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	15,130,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,562,800
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,920,800
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,500,000
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	900,000
1114-2-20-	FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER	21,000,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	21,000,000
1114-2-21-	CENTRE NATIONAL DES EQUIPEMENTS	60,000,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	60,000,000

1115.- MINISTÈRE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
 POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	6,105,676	12,204,000	6,098,324	99.88
DIRECTION GENERALE	30,244,531	46,506,000	16,261,469	53.77
OFF. DES POSTES D'HAITI	-	6,240,000	6,240,000	0.00
BUREAU DU CARICOM	-	12,000,000	12,000,000	0.00
DIRECT. GLE. DES Z. FRANCHES	-	13,000,000	13,000,000	0.00
TOTAL	36,350,207	89,950,000	53,599,793	147.45

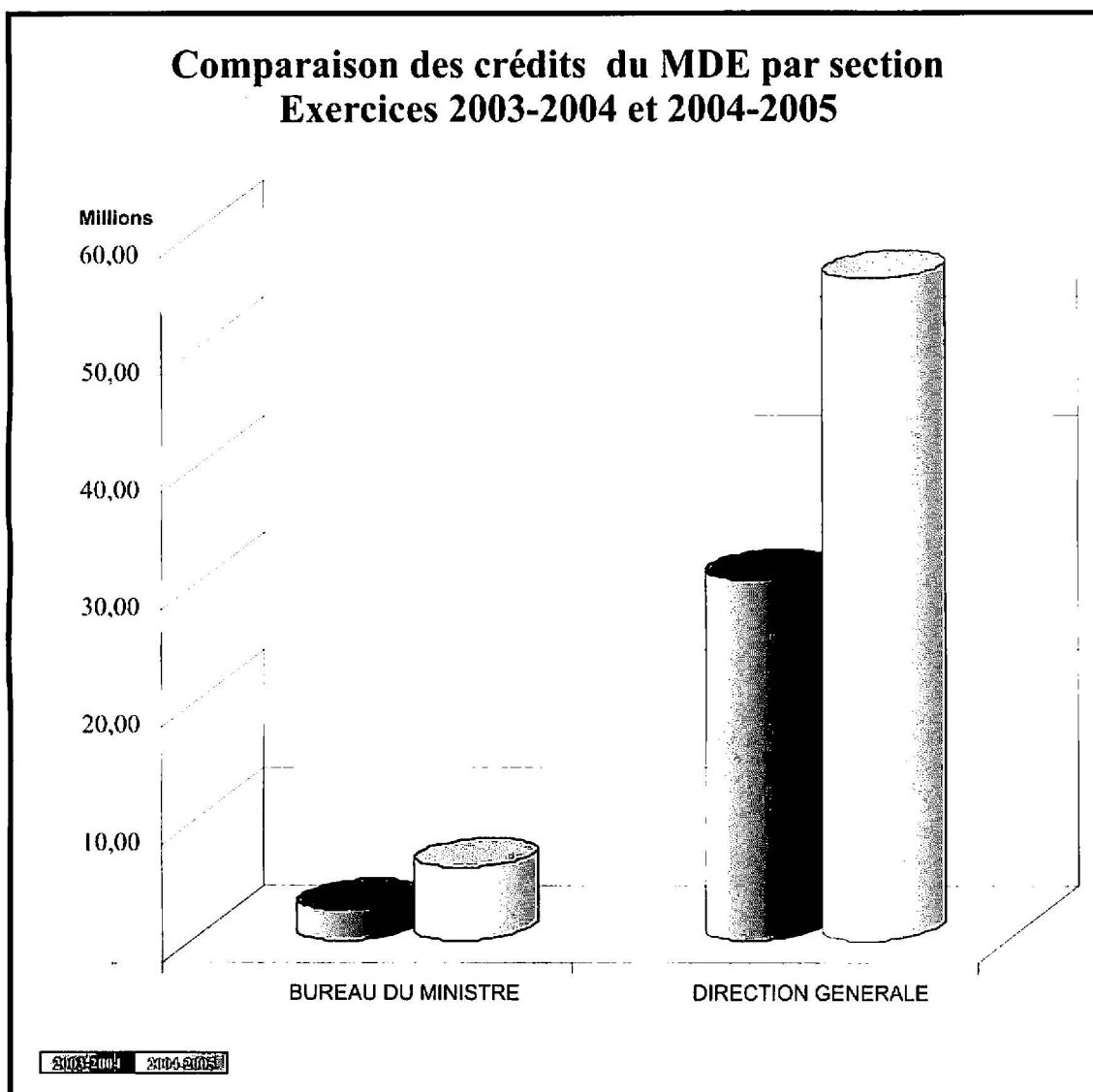


1115-MINISTERE DU COMMERCE ET DE L'INDUSTRIE	89,950,000
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	89,950,000
1115-1-11 BUREAU DU MINISTRE	12,204,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	6,404,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,000,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,500,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,300,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,000,000
1115-1-12 DIRECTION GENERALE	46,506,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	35,790,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,300,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,200,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,600,000
5- IMMOBILISATION INCORPORELLE	625,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	1,000,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,991,000
1115-2-13 OFFICE DES POSTES D'HAITI	6,240,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	6,240,000
1115-2-14 BUREAU DU CARICOM	12,000,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	12,000,000
1115-2-15 DIRECTION GENERALE DES ZONES FRANCHES	13,000,000
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEM.	13,000,000

1116.- MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	2,564,466	6,089,000	3,524,534	137.44
DIRECTION GENERALE	30,556,702	56,083,000	25,526,298	83.54
TOTAL	33,121,168	62,172,000	29,050,832	87,71

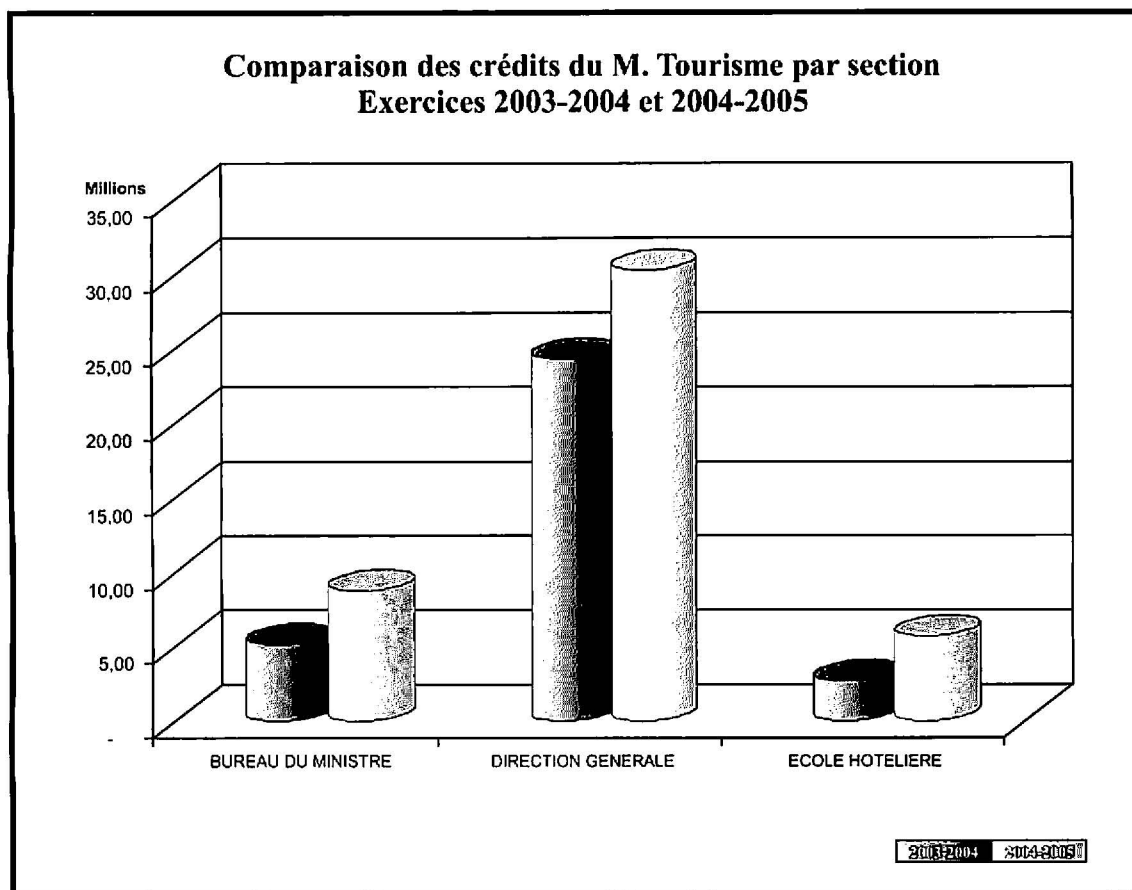


1116-MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT	62,172,000
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	62,172,000
1116-1-11 BUREAU DU MINISTRE	6,089,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	3,389,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,150,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,100,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	150,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300,000
1116-1-12 DIRECTION GENERALE	56,083,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	48,645,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,000,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,219,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	900,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	500,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,819,000

1117.- MINISTÈRE DU TOURISME

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	5,260,358	8,838,000	3,577,642	68.01
DIRECTION GENERALE	24,368,675	30,362,000	5,993,325	24.59
ECOLE HOTELIERE	2,761,413	5,767,500	3,006,087	108.86
TOTAL	32,390,446.00	44,967,500.00	12,577,054.00	38,83



1117- MINISTERE DU TOURISME	44,967,500
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	44,967,500
1117-1-11 BUREAU DU MINISTRE	8,838,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	4,388,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,000,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	200,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	250,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	700,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	300,000
1117-1-12 DIRECTION GENERALE	30,362,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	17,867,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,208,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,850,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	2,830,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	120,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,487,000
1117-2-11-ECOLE HOTELIERE	5,767,500
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	5,767,500

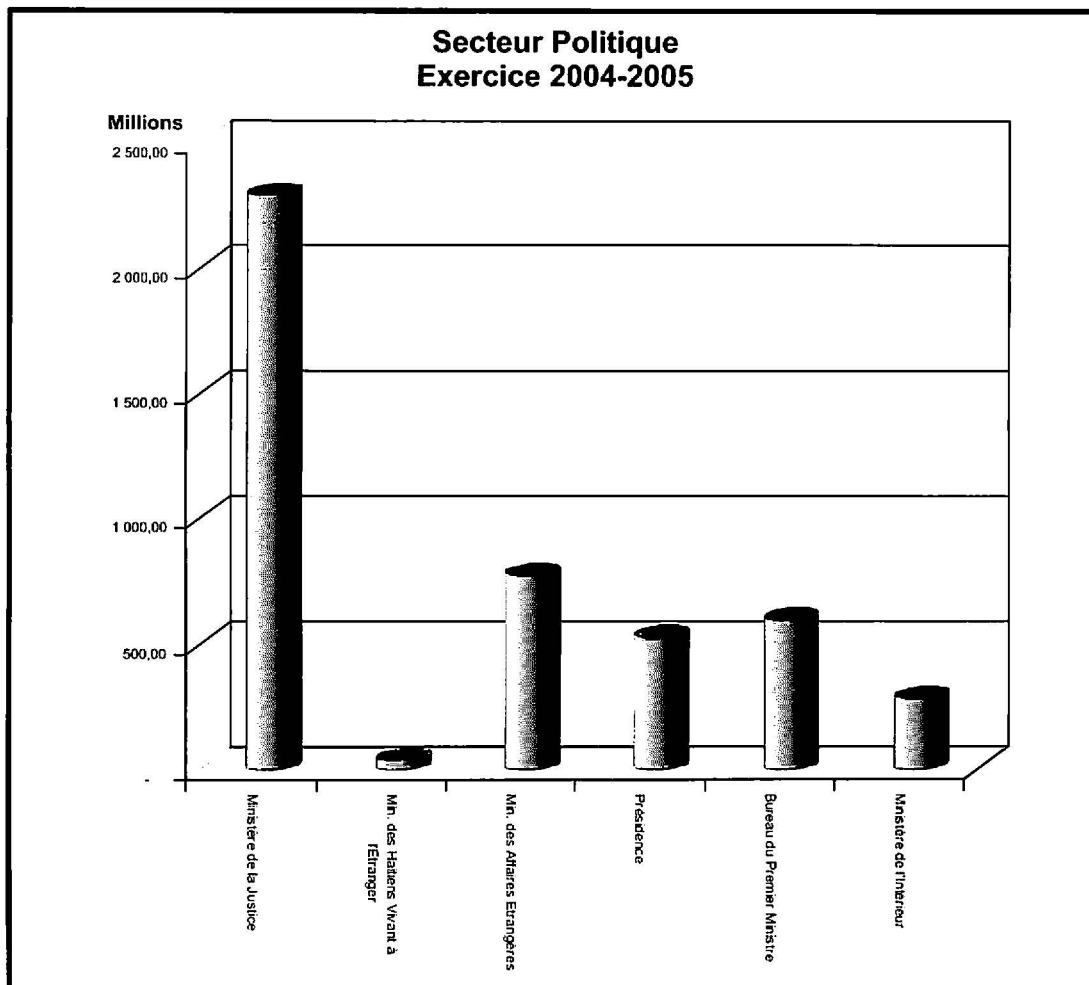
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE III.2 **SECTEUR POLITIQUE**

CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU POUVOIR EXECUTIF PAR MINISTERE
12 - SECTEUR POLITIQUE

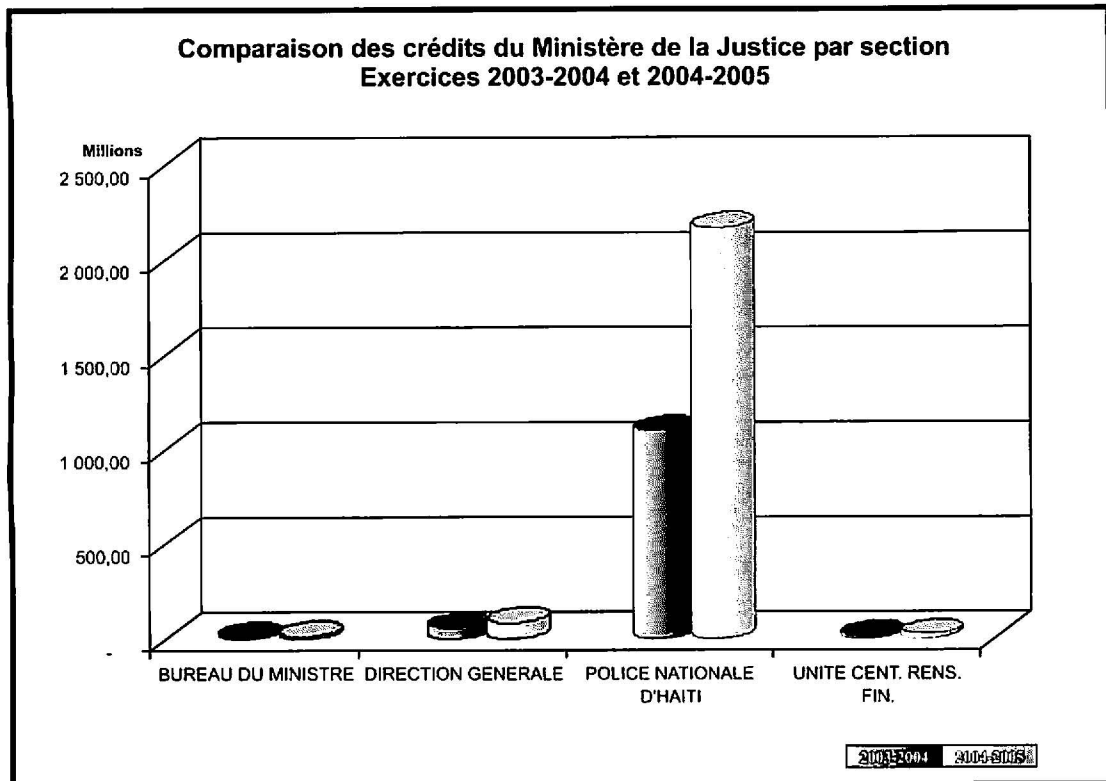
MINISTERE	CREDIT 2004- 2005	%
MINISTÈRE DE LA JUSTICE	2,290,142,000	50.97
MIN. DES HAITIENS VIVANT À L'ETRANGER	34,248,000	0.76
MIN. DES AFFAIRES ETRANGÈRES	771,526,000	17.17
PRÉSIDENCE	523,355,000	11.65
BUREAU DU PREMIER MINISTRE	593,839,700	13.22
MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR	279,861,000	6.23
TOTAL	4,492,971,700	100.00



1211.- MINISTÈRE DE LA JUSTICE

**RÉPARTITION DES CRÉDITS BUDGETAIRES PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

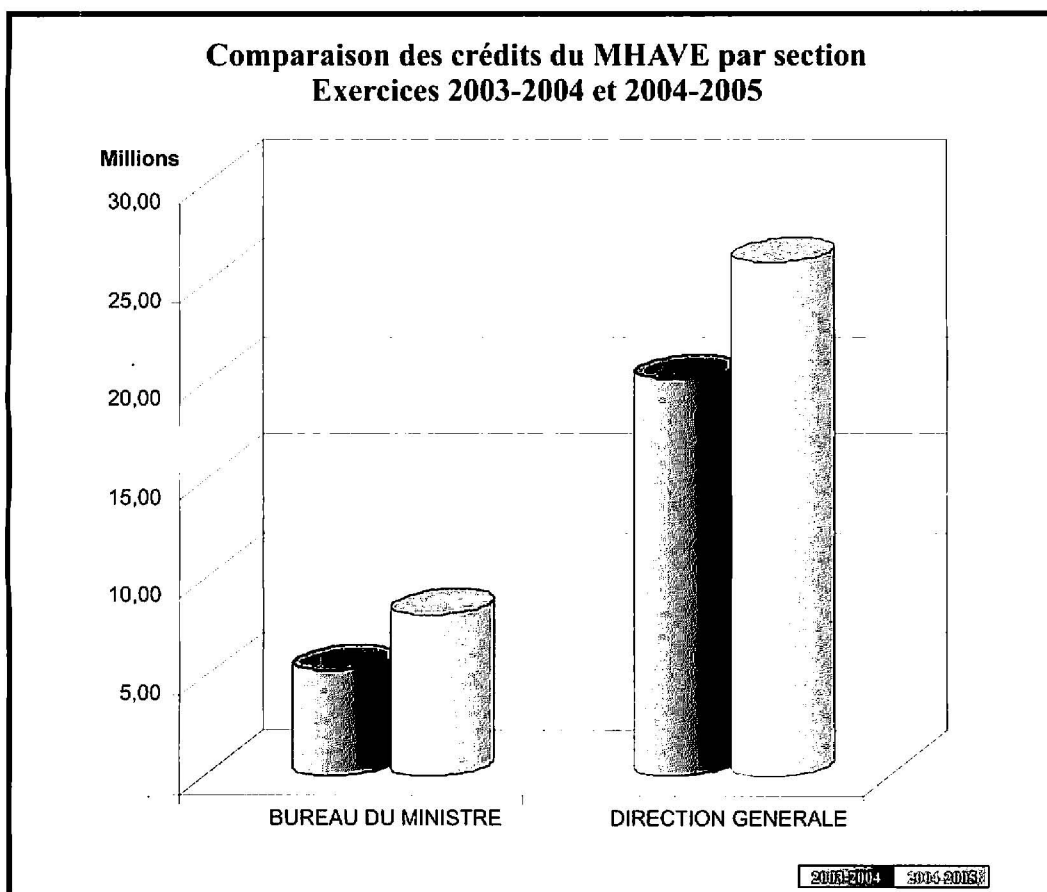
SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	7,946,784	12,459,000	4,512,216	56.78
DIRECTION GENERALE	58,859,470	87,508,000	28,648,530	48.67
POLICE NATIONALE D'HAITI	1,099,083,520	2,168,175,000	1,069,091,480	97.27
UNITE CENT. RENS. FIN.	13,094,300	22,000,000	8,905,700	68.01
TOTAL	1,178,984,074	2,290,142,000	1,111,157,926	94.25



12-SECTEUR POLITIQUE	4,492,971,700
1211-MINISTERE DE LA JUSTICE	2,290,142,000
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	2,290,142,000
1211-1-11 BUREAU DU MINISTRE	12,459,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	9,852,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,407,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	300,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	400,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
1211-1-12 DIRECTION GENERALE	87,508,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	59,907,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES. DONT :	7,500,000
<i>LOYERS TRIBUNAUX</i>	<i>4.000.000</i>
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	6,000,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	6,000,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,200,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,901,000
1211-2-16- POLICE NATIONALE D'HAITI	2,168,175,000
1-DEPENSES DE PERSONNEL	1,553,941,000
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES. DONT :	248,000,000
<i>LOCATION HELICOPTERES</i>	<i>228.000.000</i>
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	162,000,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	70,234,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	2,000,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	132,000,000
1211-2-17- UCREF	22,000,000
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	22,000,000

1212.- MINISTÈRE DES HAÏTIENS VIVANTS À L'ETRANGER
RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005

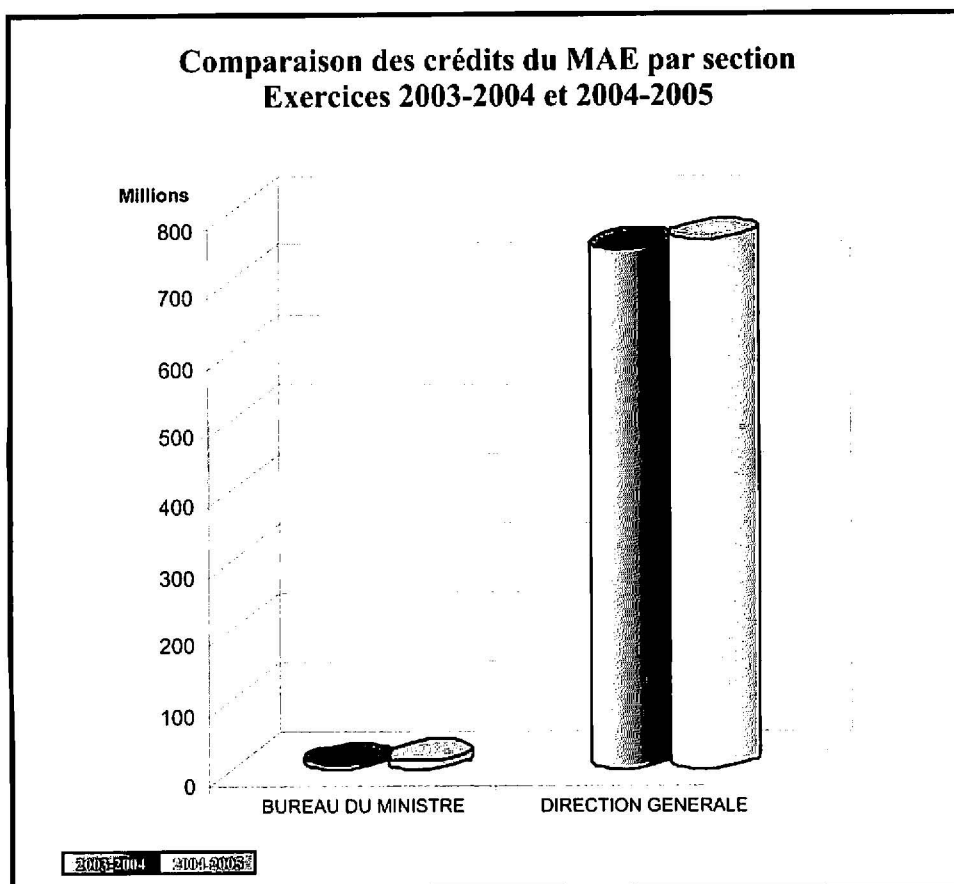
SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004- 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	5,326,619	8,188,000	2,861,381	53.72
DIRECTION GENERALE	20,089,057	26,060,000	5,970,943	29.72
TOTAL	25,415,676	34,248,000	8,832,324	37,75



1212-MINISTERE DES HAITIENS VIVANT A L'ETRANGER	34,248,000
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	34,248,000
1212-1-11 BUREAU DU MINISTRE	8,188,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	5,888,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,000,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	400,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	400,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	500,000
1212-1-12 DIRECTION GENERALE	26,060,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	15,000,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,000,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,200,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,140,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,720,000

1213.- MINISTÈRE DES AFFAIRES ETRANGERES
RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005

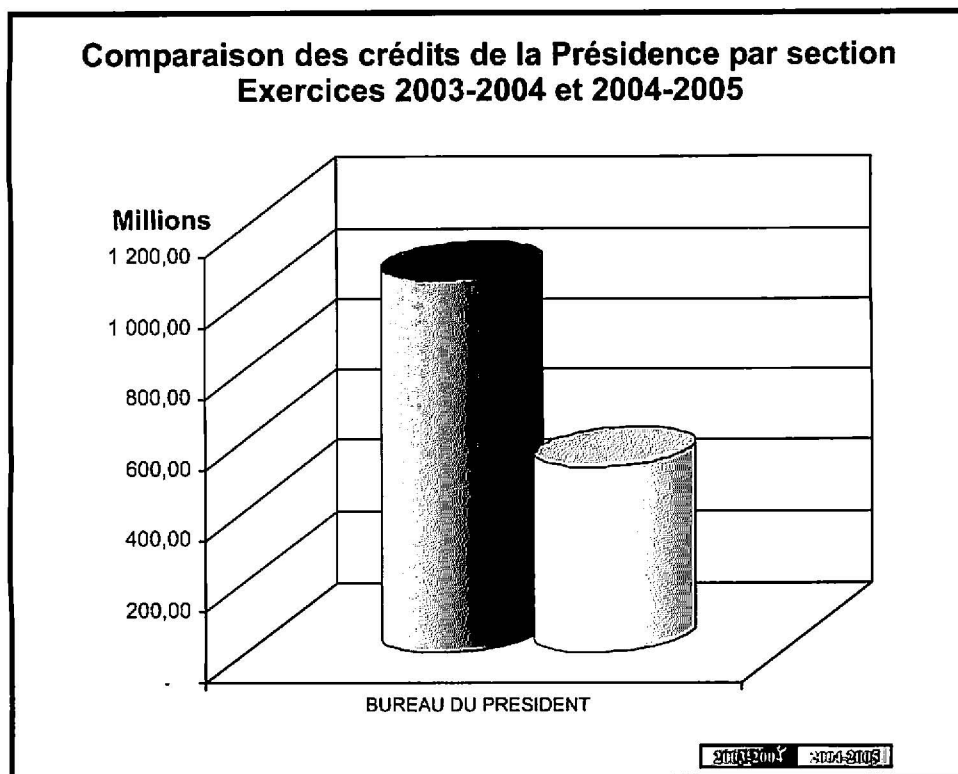
SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004- 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	6,503,921	11,137,000	4,633,079	71.24
DIRECTION GENERALE	746,424,471	760,839,000	13,964,529	1.87
TOTAL	752,938,392	771,526,000	18,597,608	2.47



1213-MINISTERE DES AFFAIRES ÉTRANGERES	771,526,000
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	771,526,000
1213-1-11 BUREAU DU MINISTRE	11,137,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	6,737,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,500,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	300,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	250,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	350,000
1213-1-12 DIRECTION GENERALE	760,389,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	31,750,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,500,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,610,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	8,390,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	360,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	715,779,000

1214.- PRESIDENCE**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
BUREAU DU PRESIDENT	1,049,265,312	523,355,000	(525,910,312)	(50.12)
TOTAL	1,049,265,312	523,355,000	(525,910,312)	(50.12)

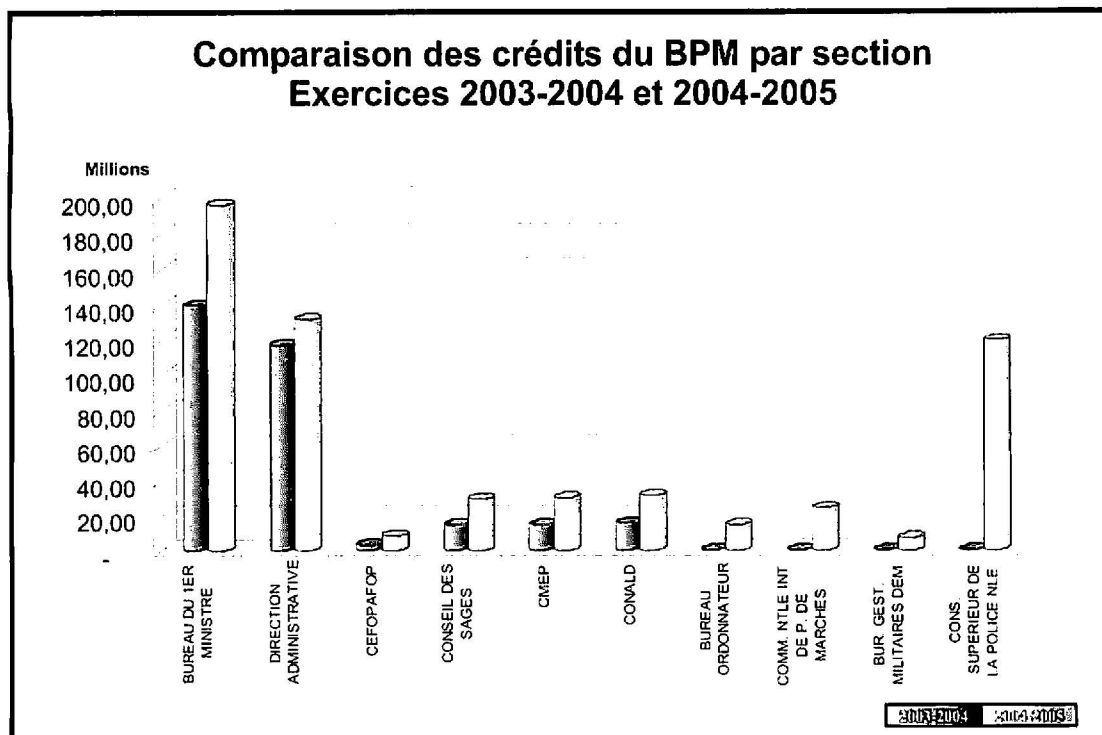


1214-LA PRESIDENCE	523,355,000
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	523,355,000
1214-1-11 BUREAU DU PRESIDENT	523,355,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	54,655,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,500,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4,500,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	6.200,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,500,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	450.000,000

1215.- BUREAU DU PREMIER MINISTRE

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
 POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
BUREAU DU 1ER MINISTRE	139,736,796	196,600,000	56,863,204	40.69
DIRECTION ADMINISTRATIVE	117,146,528	131,870,000	14,723,472	12.57
CEFOPAFOP	3,305,851	8,499,000	5,193,149	157.09
CONSEIL DES SAGES	14,823,549	29,647,000	14,823,451	100.00
CMEP	14,920,850	29,841,700	14,920,850	100.00
CONALD	15,690,760	31,382,000	15,691,240	100.00
BUREAU ORDONNATEUR	-	15,000,000	15,000,000	-
COMM. NTLÉ INT. DE P. DE MARCHES	-	24,000,000	24,000,000	-
BUR. GEST. MILITAIRES DEM.	-	7,000,000	7,000,000	-
CONS. SUP. DE LA POLICE NLE.	-	120,000,000	120,000,000	-
TOTAL	305,624,334	593,839,700	288,215,366	94.30

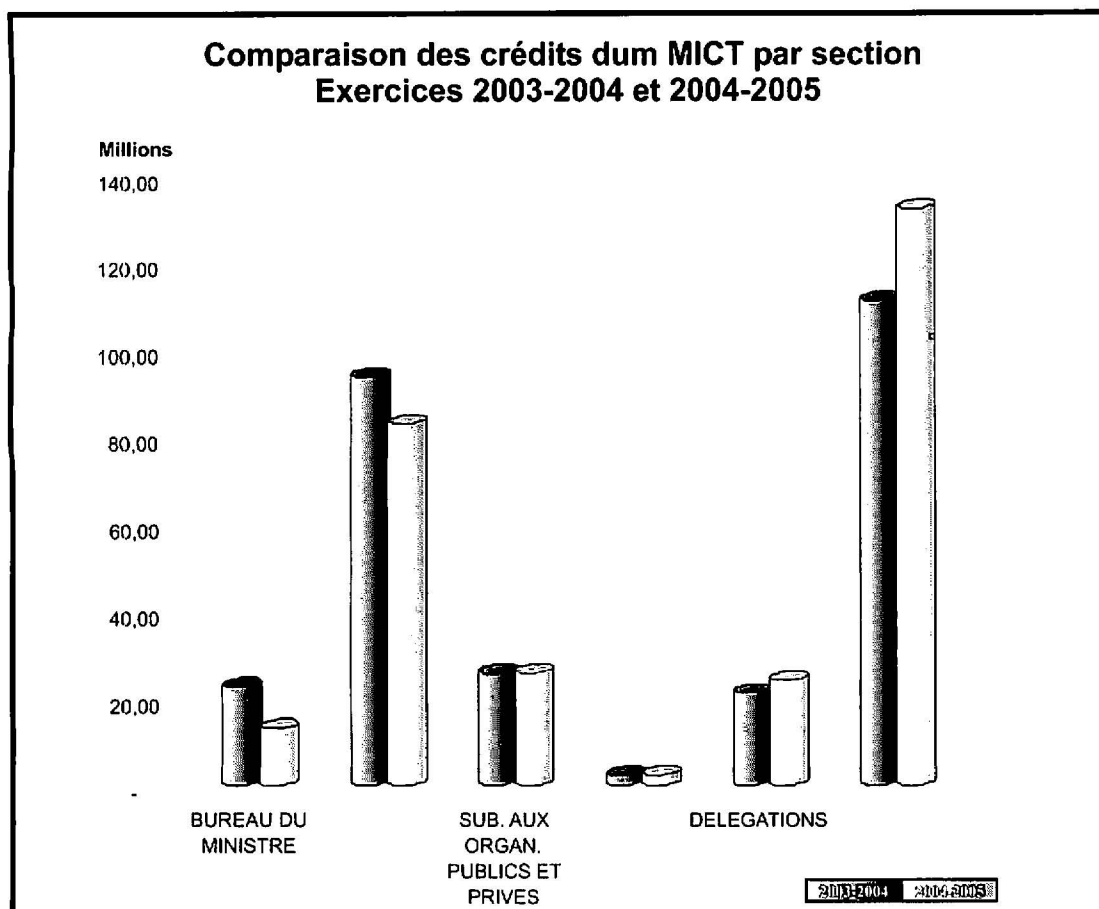


1215-BUREAU DU PREMIER MINISTRE	593,839,700
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	593,839,700
1215-1-11 BUREAU DU PREMIER MINISTRE	196,600,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	15,000,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,200,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,500,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	900,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	176,000,000
1215-1-12 ADMINISTRATION GENERALE	131,870,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	13,970,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,600,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,900,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	3,400,000
5- IMMOBILISATION INCORPORELLE	1,000,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	5,000,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	100,000,000
1215-2-14 CEFOPAFOP	8,499,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	2,820,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,600,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,450,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,729,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	900,000
1215-2-15 CONSEIL DES SAGES	29,647,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	29,647,000
1215-2-16 CONSEIL DE MODERNISATION DES ENTREPRISES PUBLIQUES	29,841,700
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	29,841,700
1215-2-17 COMMISSION NATIONALE DE LUTTE CONTRE LA DROGUE	31,382,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	31,382,000
1215-2-18 BUREAU DE L'ORDONNATEUR NATIONAL	15,000,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	15,000,000
1215-2-1 COMM. NATIONALE INTERIMAIRE DE PASSATION DE MARCHES	24,000,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	24,000,000
1215-2-20 BUREAU DE GESTION DES MILITAIRES DEMOBILISES	7,000,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	7,000,000
1215-2-21 CONSEIL SUPERIEUR DE LA POLICE NATIONALE	120,000,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	120,000,000

1216.- MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
 POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	22,616,701	13,051,000	(19,565,701)	(142,29)
DIRECTION GENERALE	93,630,000	82,814,000	(10,816,000)	(11.55)
SUB. AUX ORGAN. PUB. ET PRIVÉS	25,595,748	25,596,000	252	0.00
OSAMH	2,307,702	2,400,000	92,298	4.00
DELEGATIONS	21,160,177	24,000,000	2,839,823	13.42
SMCRS	110,834,557	132,000,000	21,165,443	19.10
TOTAL	276,144,885	279,861,000	3,716,115	(1.35)



1216-MINISTERE DE L'INTERIEUR		279,861,000
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT		279,861,000
1216-1-11	BUREAU DU MINISTRE	13,051,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	3,031,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,500,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	600,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	720,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,200,000
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,000,000
1216-1-12	DIRECTION GENERALE	82,814,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	55,866,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	8,000,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	6,000,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	5,548,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	2,400,000
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	5,000,000
1216-2-14	SUBVENTIONS AUX ORGANISMES PUBLICS ET PRIVES	25,596,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	25,596,000
1216-2-15	OSAMH	2,400,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	2,400,000
1216-2-16	DELEGATIONS	24,000,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	24,000,000
1216-2-17	SMCRS	132,000,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	132,000,000

LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

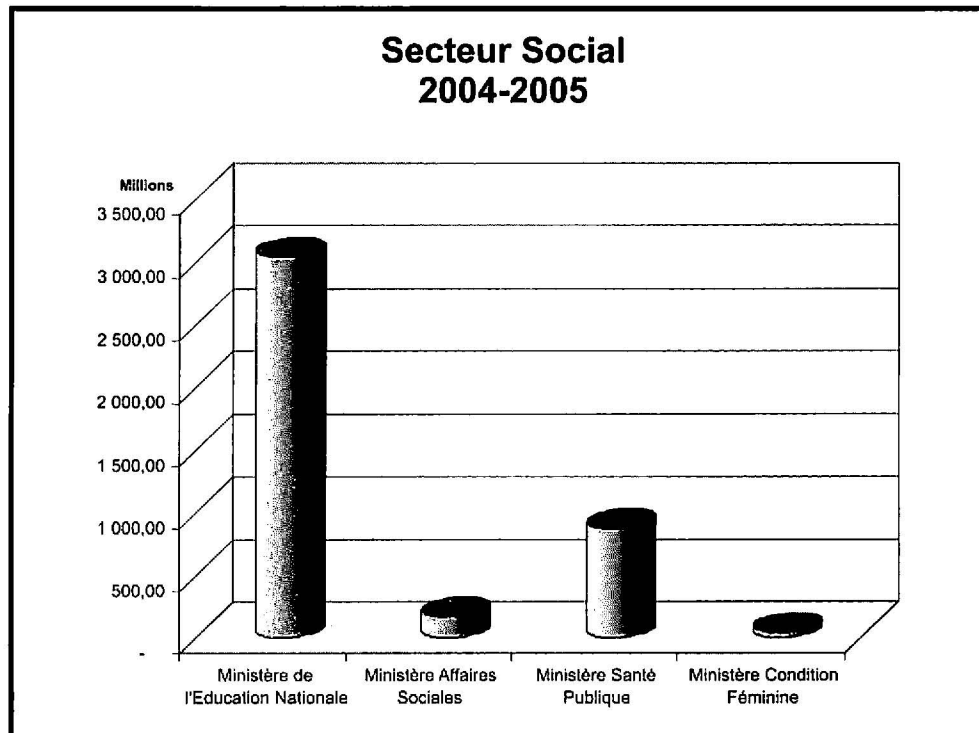
BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE III.3
SECTEUR SOCIAL

CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU POUVOIR EXECUTIF PAR MINISTERE

13.- SECTEUR SOCIAL

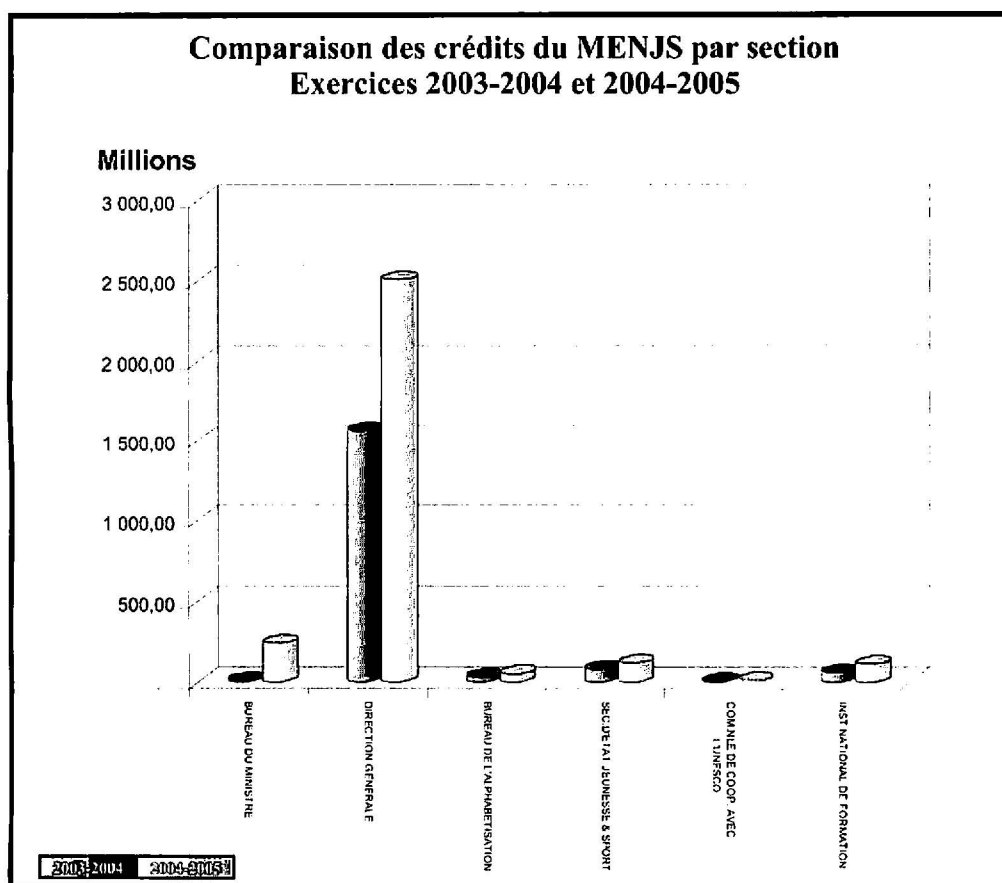
MINISTERE	Exercice 2004 - 2005	
	FONCT.	%
MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE	3,037,746,000	73.93
MINISTÈRE AFFAIRES SOCIALES	163,808,000	3.99
MINISTÈRE SANTÉ PUBLIQUE	871,239,000	21.20
MINISTÈRE CONDITION FÉMININE	36,342,600	0.88
TOTAL	4,109,135,600	100.00



1311.- MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE, DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
 POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	3,678,747	240,908,000	237,229,253	6,448.64
DIRECTION GENERALE	1,563,612,105	2,505,601,000	941,988,895	60.24
BUREAU DE L'ALPHABETISATION	28,887,694	49,555,000	20,667,306	71.54
SEC.D'ETAT JEUNESSE & SPORTS	78,416,539	118,391,000	39,974,461	50.98
COM. NLE DE COOP. AVEC L'UNESCO	2,854,030	8,106,000	5,251,970	184.02
INST. NATIONAL DE FORMATION	56,879,554	111,685,000	54,805,446	96.35
OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	-	3,500,000	3,500,000	-
TOTAL	1,734,328,669	3,037,746,000	1,299,917,331	96.35

**Comparaison des crédits du MENJS par section
 Exercices 2003-2004 et 2004-2005**


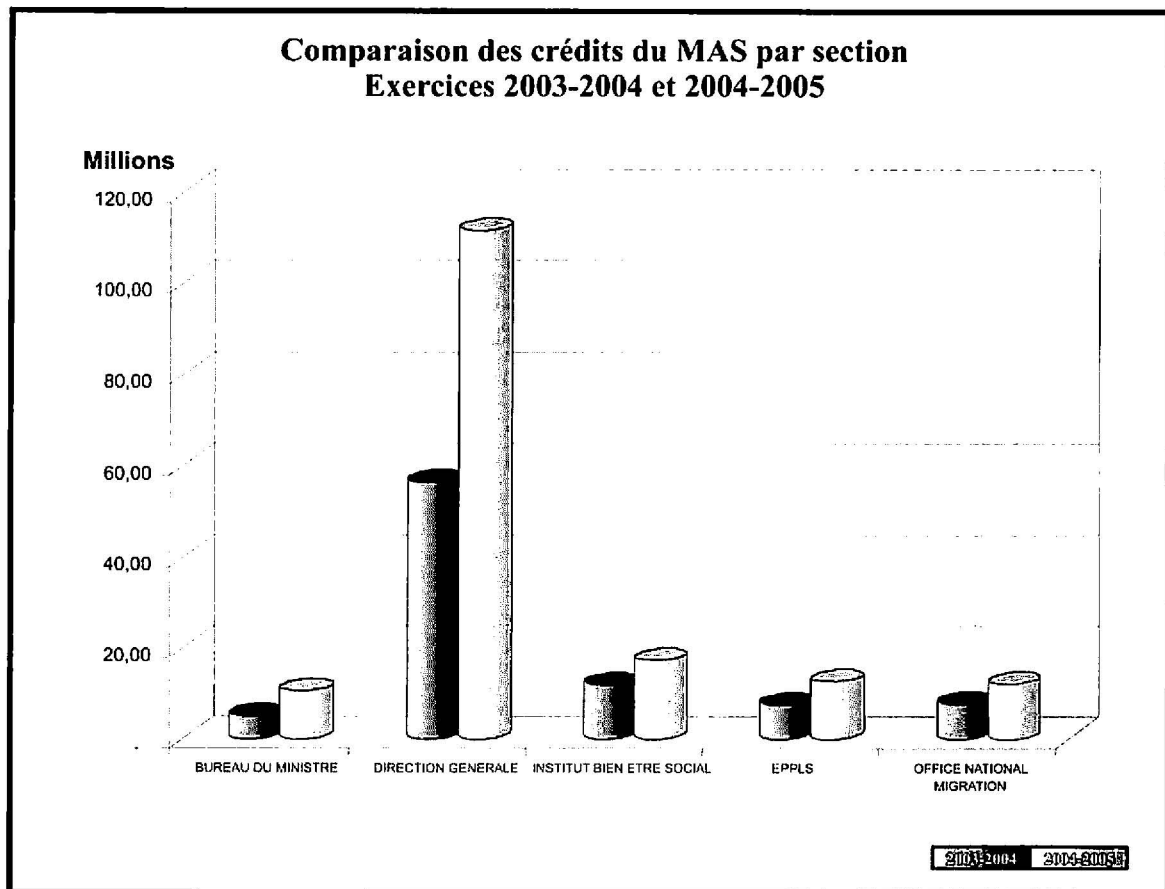
13- SECTEUR SOCIAL	4,109,135.600
1311-MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE JEUNESSE ET DES SPORTS	3,037,746,000
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	3,037,746,000
1311-1-11 BUREAU DU MINISTRE	240,908,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	3,608,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,500,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	300,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	250,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	235,000,000
<i>CANTINES SCOLAIRES</i>	<i>235.000.000</i>
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	250,000
1311-1-12 DIRECTION GENERALE	2,505,601,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	1,518,101,000
<i>ARRIERES DE SALAIRES</i>	<i>98.000.000</i>
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	18,000,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	16,000,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	15,000,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMN. DONT:	768,500,000
<i>UNIFORMES SCOLAIRES</i>	<i>300.000.000</i>
<i>OUVRAGES SCOLAIRES</i>	<i>340.000.000</i>
<i>KITS SCOLAIRES</i>	<i>120.000.000</i>
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	170,000,000
1311-2-13-BUREAU DE L'ALPHABETISATION	49,555,000
1-DEPENSES DE PERSONNEL	30,606,000
2-DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	11,000,000
3-ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3,249,000
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	3,000,000
7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	200,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,500,000
1311-2-14-BUREAU DU SECRETAIRE D'ETAT A LA JEUN. ET AUX SPORTS	118,391,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	67,691,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,500,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,600,000

	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,400,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	17,050,000
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	27,150,000
1311-2-15-	COMMIS. NATIONALE DE COOPERATION AVEC L'UNESCO	8,106,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	6,206,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,000,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	350,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	250,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	300,000
1311-2-17-	INSTITUT NATIONAL DE FORMATION PROFESSIONNELLE	111,685,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	95,085,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	4,500,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3,200,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	2,500,000
	5- IMMOBILISATION INCORPORELLE	1,400,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	2,000,000
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	3,000,000
1311-2-18-	OFFICE NATIONAL DE PARTENARIAT	3,500,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	3,500,000

1312.- MINISTÈRE DES AFFAIRES SOCIALES

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	5,052,864	10,406,000	5,353,136	105.94
DIRECTION GENERALE	56,499,144	111,664,000	55,164,856	97.64
INSTITUT BIEN-ETRE SOCIAL	11,870,771	17,186,000	5,315,229	44.78
EPPLS	7,446,169	12,552,000	5,105,831	68.57
OFFICE NATIONAL MIGRATION	7,766,253	12,000,000	4,233,747	54.51
TOTAL	88,635,201	163,808,000	75,172,799	84,81

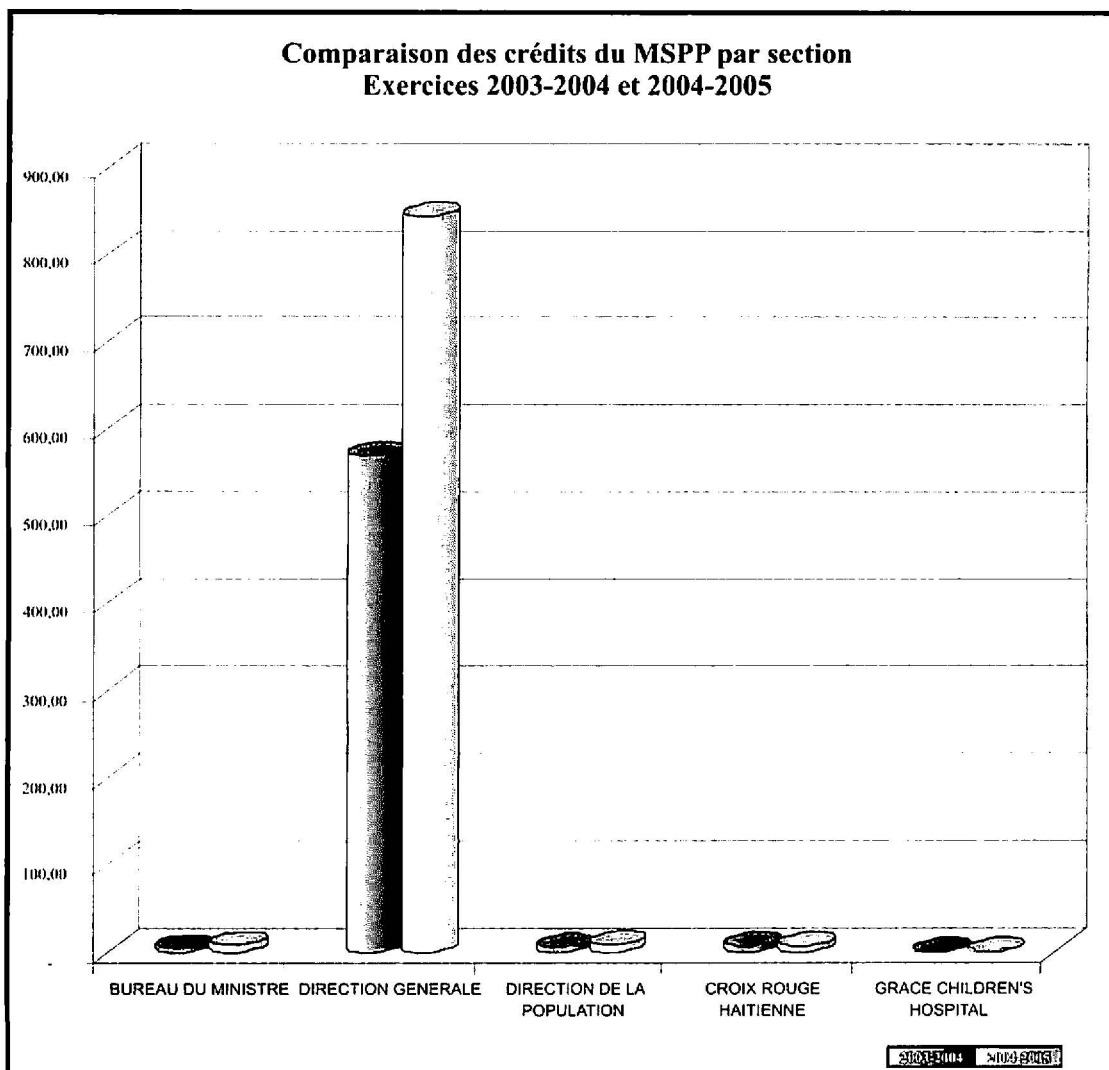


1312-MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES	163,808,000
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	163,808,000
1312-1-11 BUREAU DU MINISTRE	10,406,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	5,806,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,330,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	420,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	500,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,200,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,150,000
1312-1-12 DIRECTION GENERALE	111,664,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	83,264,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,500,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,700,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	2,500,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	9,560,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	12,140,000
1312-2-13-INSTITUT DU BIEN-ETRE SOCIAL	17,186,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	13,886,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,000,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	700,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	750,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	250,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	600,000
1312-2-14-EPPLS	12,552,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	7,802,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,500,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	750,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,500,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,000,000
1312-2-15-OFFICE NATIONAL DE LA MIGRATION	12,000,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	6,950,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,000,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	500,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,450,000
5- IMMOBILISATION INCORPORELLE	100,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	300,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,700,000

1313.- MINISTÈRE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004- 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	5,116,279	8,518,000	3,401,721	66.49
DIRECTION GENERALE	569,045,350	845,240,000	276,194,650	48.54
DIRECTION DE LA POPULATION	6,433,590	8,937,000	2,503,410	38.91
CROIX ROUGE HAITIENNE	7,027,884	7,344,000	316,116	4.50
GRACE CHILDREN'S HOSPITAL	240,000	1,200,000	960,000	400.00
TOTAL	587,863,103	871,239,000	283,375,897	48,20

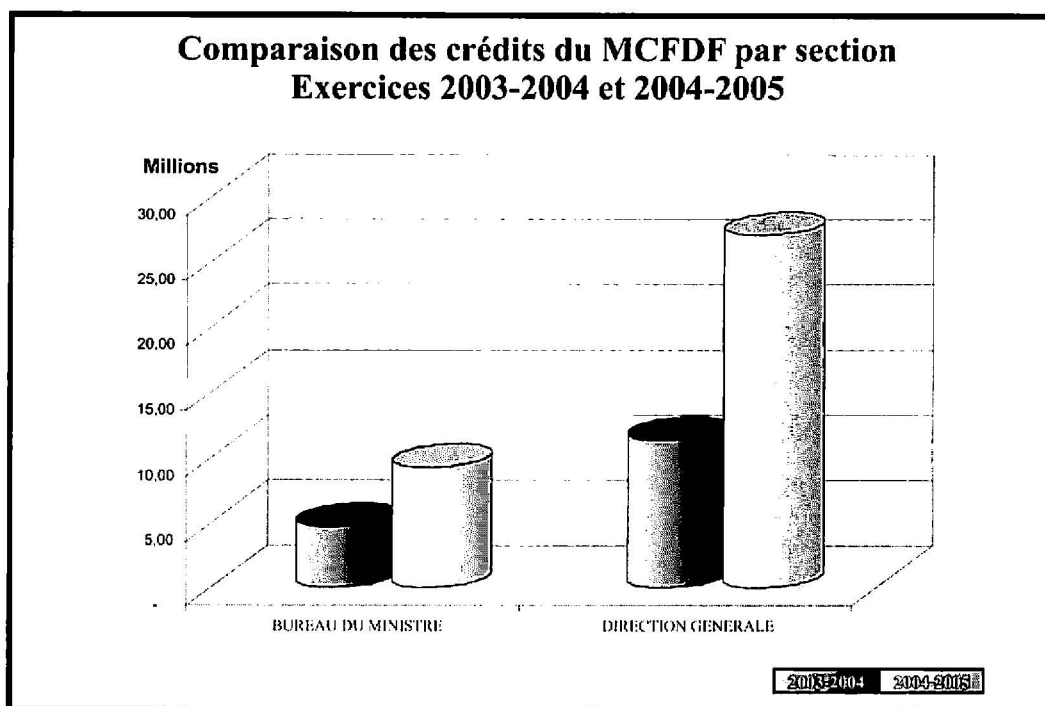


1313-MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE ET DE LA POPULATION		871,239,000
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT		871,239,000
1313-1-11	BUREAU DU MINISTRE	8,518,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	5,418,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,000,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	350,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	250,000
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,500,000
1313-1-12	DIRECTION GENERALE	845,240,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	696,796,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	21,000,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	55,000,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	25,000,000
	7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC. INDEMNISATIONS	450,000
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	46,994,000
1313-2-13-	DIRECTION DE LA POPULATION	8,937,000
	1- DEPENSES DE PERSONNEL	6,730,000
	2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	680,000
	3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	360,000
	4- IMMOBILISATION CORPORELLE	967,000
	9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	200,000
1313-2-14-	ORGANISMES PRIVES ET PUBLICS	8,544,000
1313-2-14-11-	CROIX ROUGE HAITIENNE	7,344,000
	7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC. INDEMNISATIONS	1,200,000
	9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	6,144,000
1313-2-14-12-	GRACE CHILDREN'S HOSPITAL	1,200,000
	7-SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC. INDEMNISATIONS	1,200,000

1314.- MINISTÈRE A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME

RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	4,701,959	9,277,875	4,575,916	97.32
DIRECTION GENERALE	11,289,873	27,064,725	15,774,852	139.73
TOTAL	15,991,832	36,342,600	20,350,768	127,26



1314-MIN. A LA CONDITION FEMININE ET AUX DROITS DE LA FEMME	36,342,600
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	36,342,600
1314-1-11 BUREAU DU MINISTRE	9,277,875
1- DEPENSES DE PERSONNEL	6,508,250
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	750,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	450,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	300,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,269,625
1314-1-12 DIRECTION GENERALE	27,064,725
1- DEPENSES DE PERSONNEL	18,182,115
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,012,610
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,820,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	350,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,200,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,500,000

LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

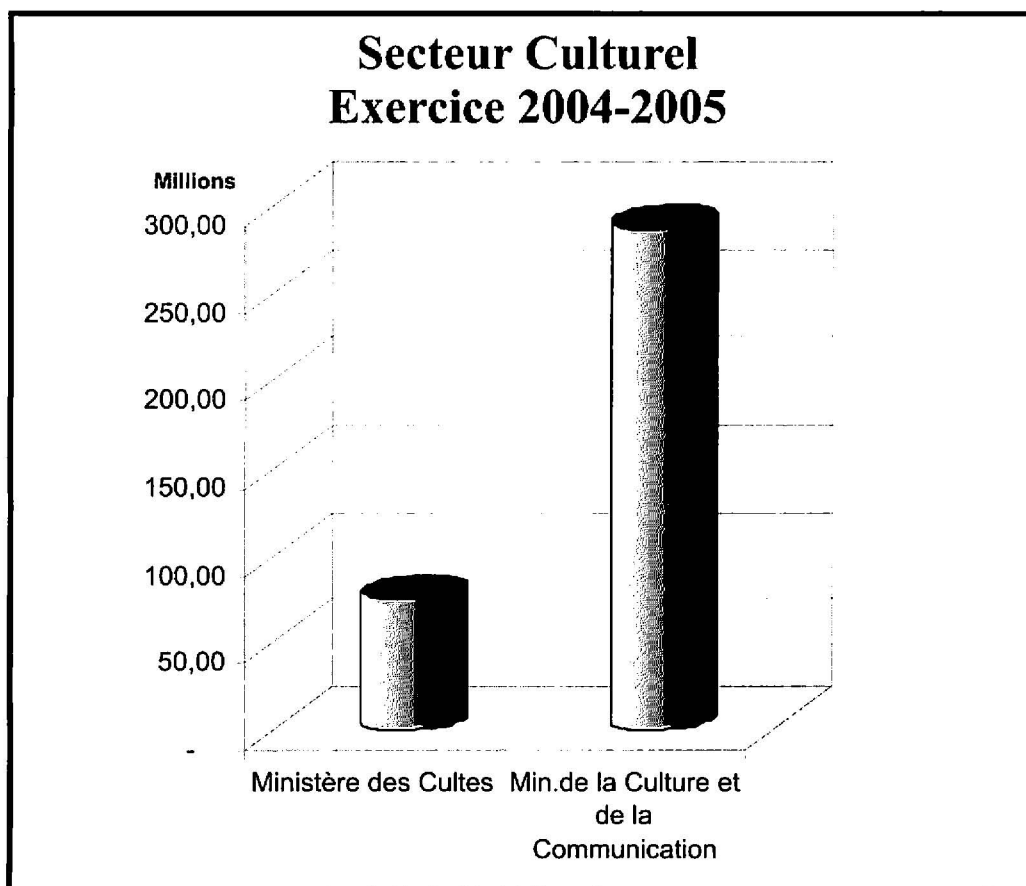
BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE III.4
SECTEUR CULTUREL

CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU POUVOIR EXECUTIF PAR MINISTERE

14.- SECTEUR CULTUREL

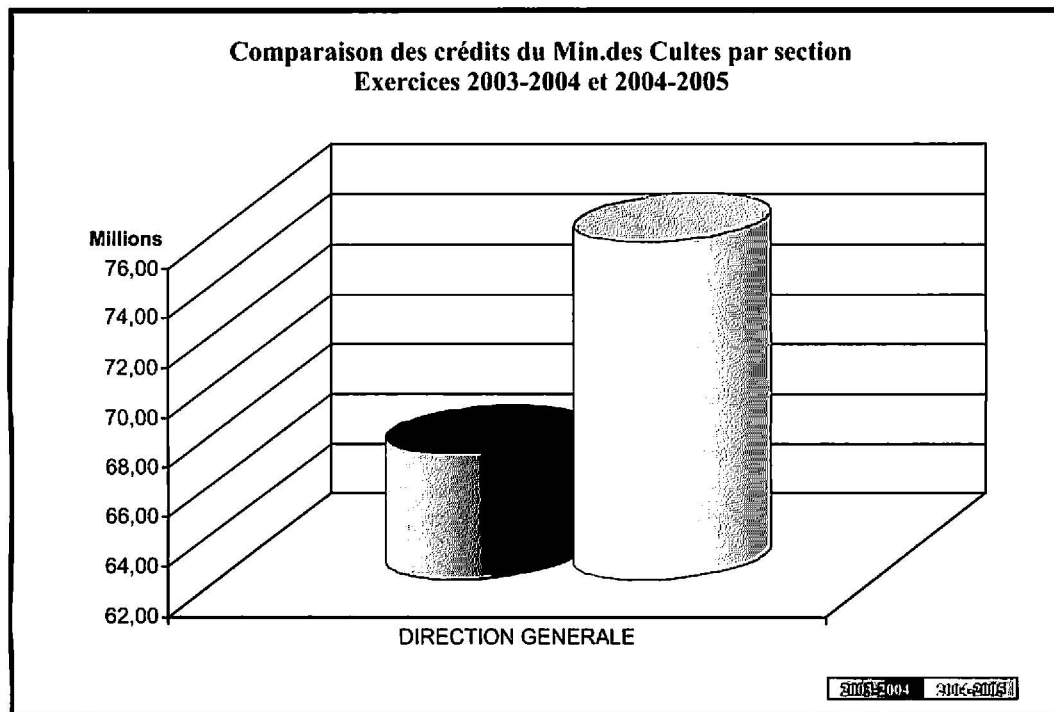
MINISTERE	Exercice 2004 - 2005	
	FONCT.	%
MINISTÈRE DES CULTES	75,570,000	20.83
MIN.DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION	287,306,300	79.17
TOTAL	362,876,300	100.00



1411.- MINISTÈRE DES CULTES

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
DIRECTION GENERALE	67,075,553,00	75,570,000	8,494,447	12,66
TOTAL	67,075,553,00	75,570,000	8,494,447	12,66



14-SECTEUR CULTUREL **362,876,300**

1411- MINISTERE DES CULTES **75,570,000**

TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT **75,570,000**

1411-1-12 DIRECTION GENERALE **75,570,000**

1- DEPENSES DE PERSONNEL 18.020,000

2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES 1.250,000

3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS 1.700,000

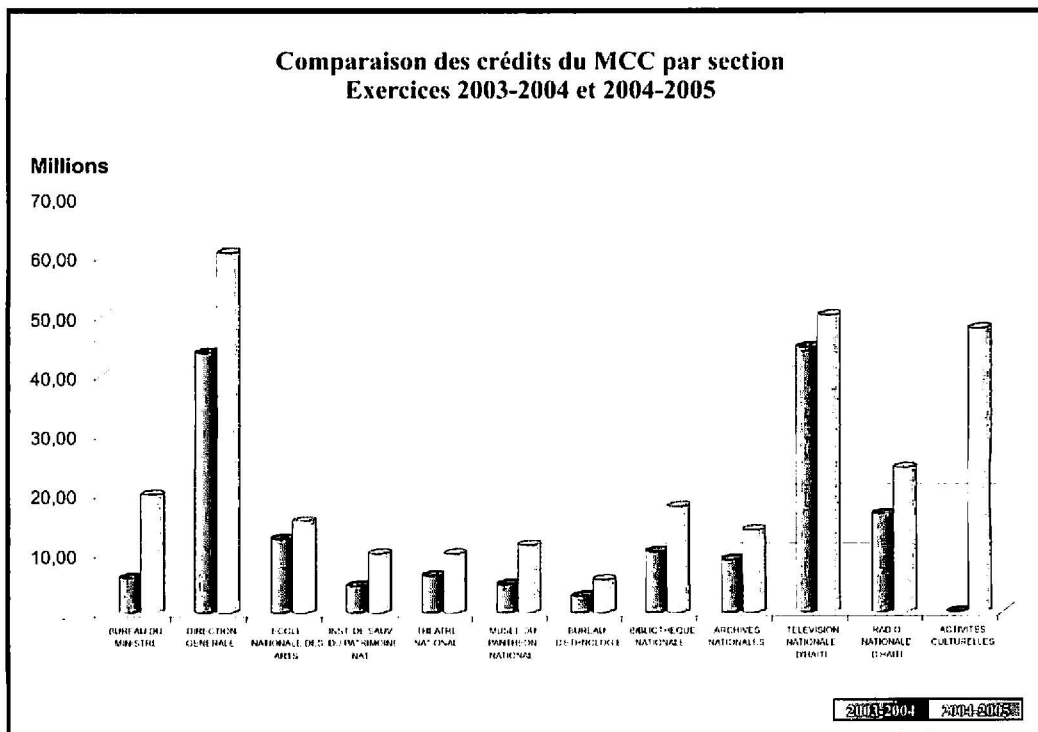
4- IMMOBILISATION CORPORELLE 1.100,000

7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC. INDEMNISATIONS 52.000,000

9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES 1.500,000

1412.- MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION
RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004- 2005	ECART	%
BUREAU DU MINISTRE	5,883,565	19,958,500	14,074,935	239.22
DIRECTION GENERALE	43,948,744	60,705,000	16,756,256	38.13
ECOLE NATIONALE DES ARTS	12,508,007	15,455,800	2,947,793	23.57
INST. DE SAUV. DU PATRIMOINE NAT.	4,542,028	10,036,000	5,493,972	120.96
THEATRE NATIONAL	6,247,712	9,946,000	3,698,288	59.19
MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	4,761,190	11,378,000	6,616,810	138.97
BUREAU D'ETHNOLOGIE	2,730,595	5,542,000	2,811,405	102.96
BIBLIOTHEQUE NATIONALE	10,302,928	17,878,000	7,575,072	73.52
ARCHIVES NATIONALES	8,893,076	13,884,000	4,990,924	56.12
TELEVISION NATIONALE D'HAITI	44,782,598	50,200,000	5,417,402	12.10
RADIO NATIONALE D'HAITI	16,547,353	24,323,000	7,775,647	46.99
ACTIVITES CULTURELLES	-	48,000,000	48,000,000	-
TOTAL	161,147,796	287,306,300	126,158,504	78,29



1412-MINISTERE DE LA CULTURE	287,306,300
<hr/>	
TOTAL CREDIT 2003-2004	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	287,306,300
1412-1-11 BUREAU DU MINISTRE	19,958,500
1- DEPENSES DE PERSONNEL	10,358,500
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	900,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	450,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	350,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	600,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,300,000
1412-1-12 DIRECTION GENERALE	60,705,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	16,000,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,500,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	2,900,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,437,000
5- IMMOBILISATION INCORPORELLE	2,500,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,500,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	30,868,000
1412-2-13- ECOLE NATIONALE DES ARTS	15,455,800
1- DEPENSES DE PERSONNEL	10,914,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	1,250,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,500,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	991,800
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	200,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	600,000
1412-2-14- INSTITUT DE SAUVEGARDE DU PATRIMOINE NATIONAL	10,036,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	10,036,000
1412-2-15- THEATRE NATIONAL	9,946,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	9,946,000
1412-2-16- MUSEE DU PANTHEON NATIONAL	11,378,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	11,378,000
1412-2-17- BUREAU D'ETHNOLOGIE	5,542,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	5,542,000
1412-2-18- BIBLIOTHEQUE NATIONALE	17,878,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	17,878,000
1412-2-19- ARCHIVES NATIONALES	13,884,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	13,884,000
1412-2-20- TELEVISION NATIONALE D'HAITI	50,200,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	50,200,000
1412-2-21- RADIO NATIONALE D'HAITI	24,323,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	24,323,000
1412-2-23- ACTIVITÉS CULTURELLES	48,000,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	48,000,000

LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

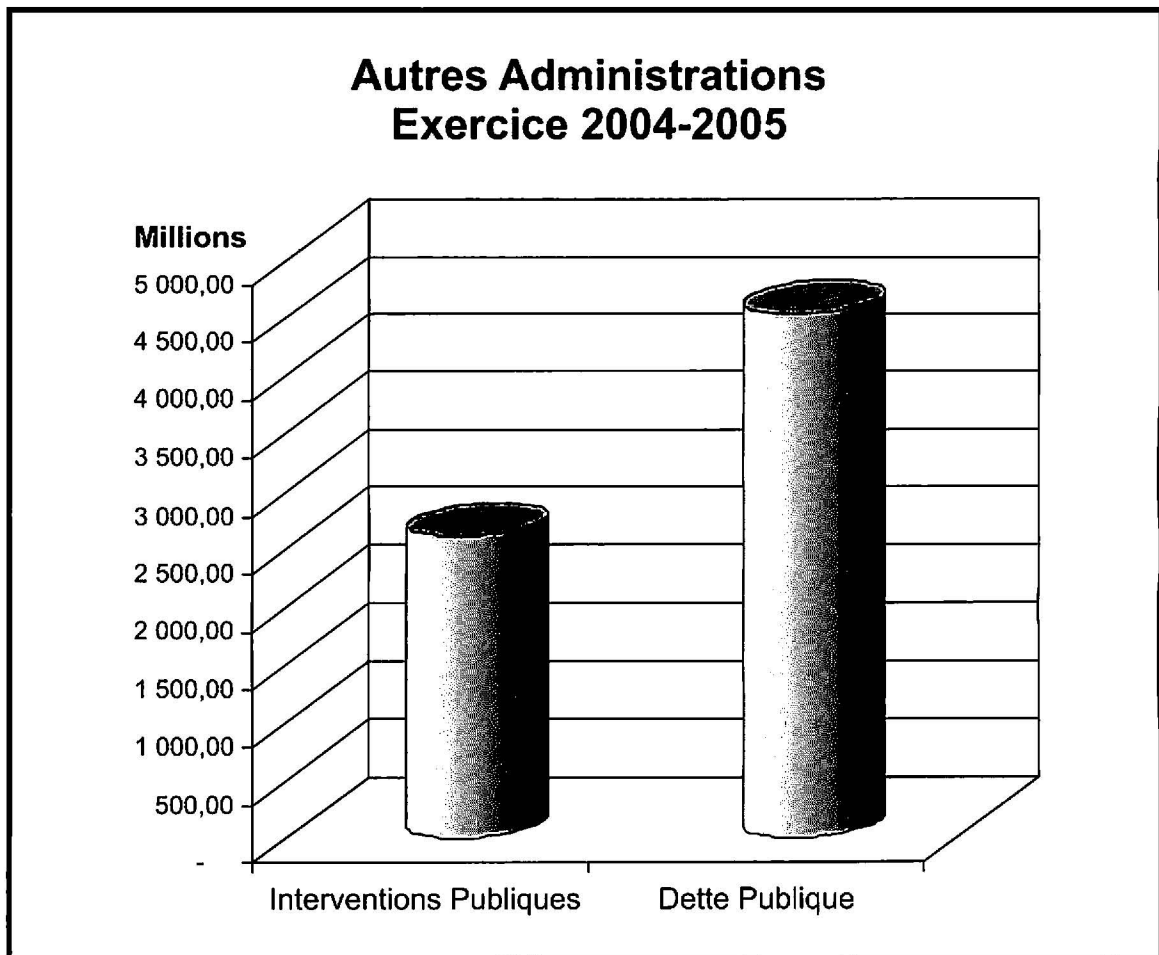
BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE III.5

SECTEUR AUTRES ADMINISTRATIONS

**CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU POUVOIR EXECUTIF
AUTRES ADMINISTRATIONS**

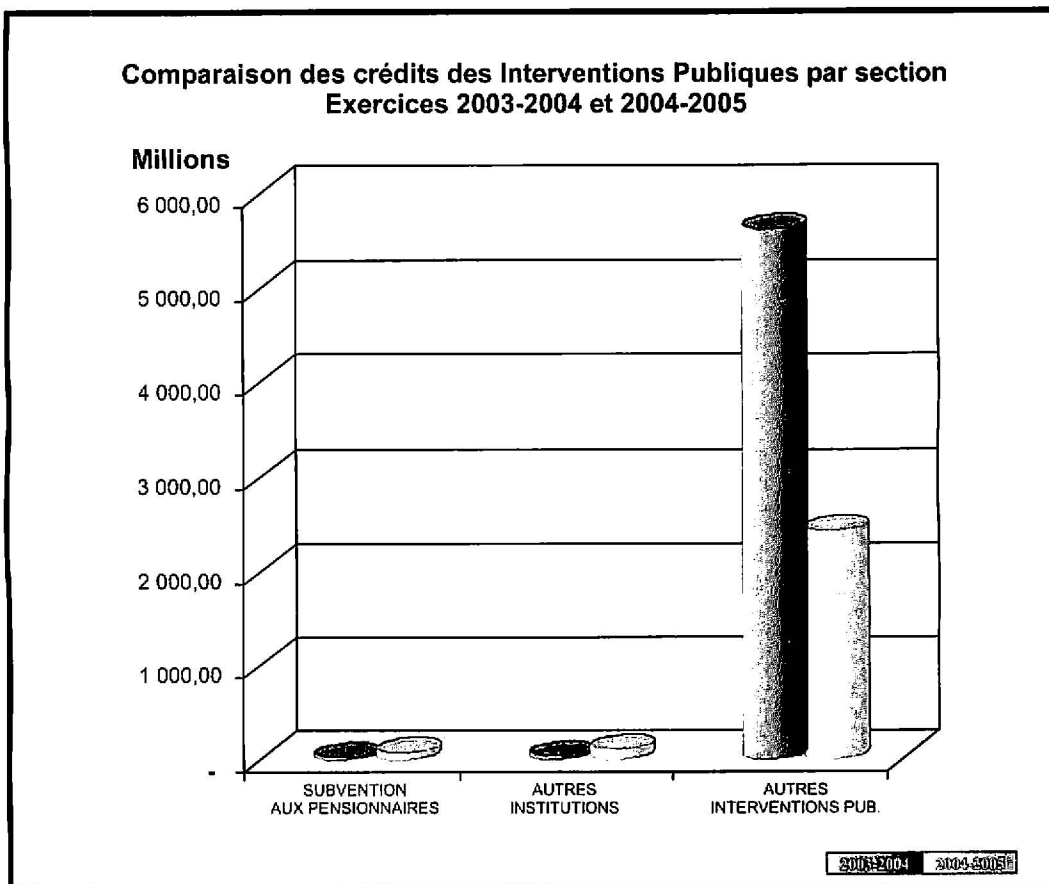
	Exercice 2004 - 2005	
	FONCT.	%
INTERVENTIONS PUBLIQUES	2,596,600,961	36.44
DETTE PUBLIQUE	4,528,236,590	63.56
TOTAL	7,124,837,551	100.00



1511.- INTERVENTIONS PUBLIQUES

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

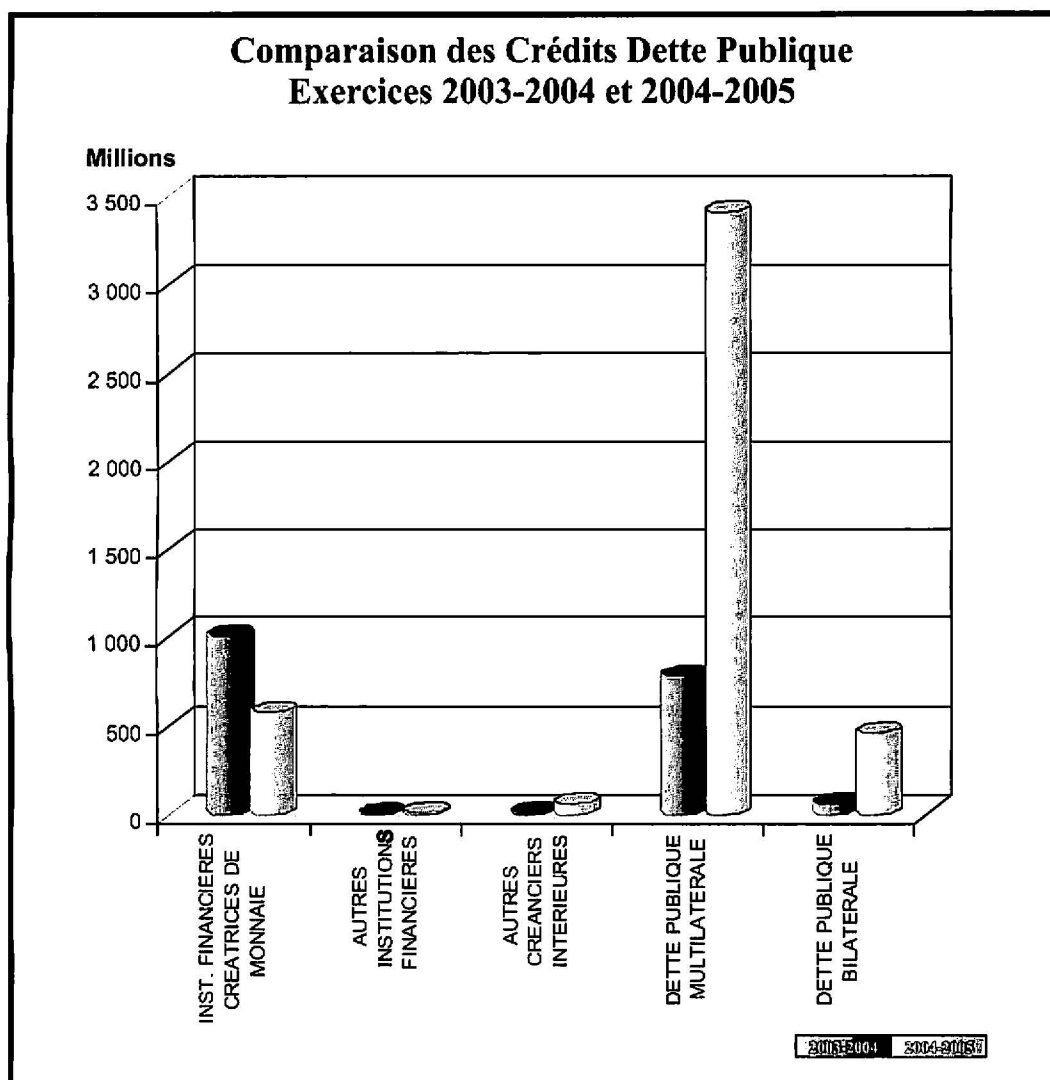
SECTION	CREDIT 2003 - 2004 93630000	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES	20,334,174	68,706,000	48,371,826	237.88
AUTRES INSTITUTIONS	31,370,595	99,996,000	68,625,405	218.76
AUTRES INTERVENTIONS PUB.	5,624,203,537	2,427,898,961	(3,196,304,576)	(56.83)
TOTAL	5,675,908,306	2,596,600,961	(3,079,307,345)	(54.25)



15-AUTRES ADMINISTRATIONS	7,124,837,551
<hr/>	
1511-INTERVENTIONS PUBLIQUES	2,596,600,961
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	2,596,600,961
1511-1-11- SUBVENTION AUX PENSIONNAIRES	68,706,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	68,706,000
1511-1-13- AUTRES INSTITUTIONS	99,996,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	99,996,000
1511-1-49- AUTRES INTERVENTIONS PUBLIQUES	2,427,898,961
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,580,004,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	847,894,961

1512.- DETTE PUBLIQUE

SECTION	CREDIT 2003 - 2004	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
INST. FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	1,008,000,000	577,500,000	-430,500,000	-0,43
AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	0	9,354,590	9,354,590	-
AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	11,115,216	59,750,000	48,634,784	4,38
DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	781,396,949	3,416,680,000	2,635,283,051	3,37
DETTE PUBLIQUE BILATERALE	60,584,279	464,952,000	404,367,721	6,67
TOTAL	1,861,096,444	4,528,236,590	2,667,140,146	1,43



1512-DETTE PUBLIQUE	4,528,236,590
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	4,528,236,590
1512-1-11- INSTITUTIONS FINANCIERES CREATRICES DE MONNAIE	577,500,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	480,000,000
8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	97,500,000
1512-1-12- AUTRES INSTITUTIONS FINANCIERES	9,354,590
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	154,590
8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	9,200,000
1512-1-13- AUTRES CREANCIERS INTERIEURS	59,750,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	3,350,000
8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	56,400,000
1512-2-11- DETTE PUBLIQUE MULTILATERALE	3,416,680,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	538,256,000
8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	2,878,424,000
1512-2-12-DETTE PUBLIQUE BILATERALE	464,952,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	187,843,200
8- AMORTISSEMENT DE LA DETTE	277,108,800

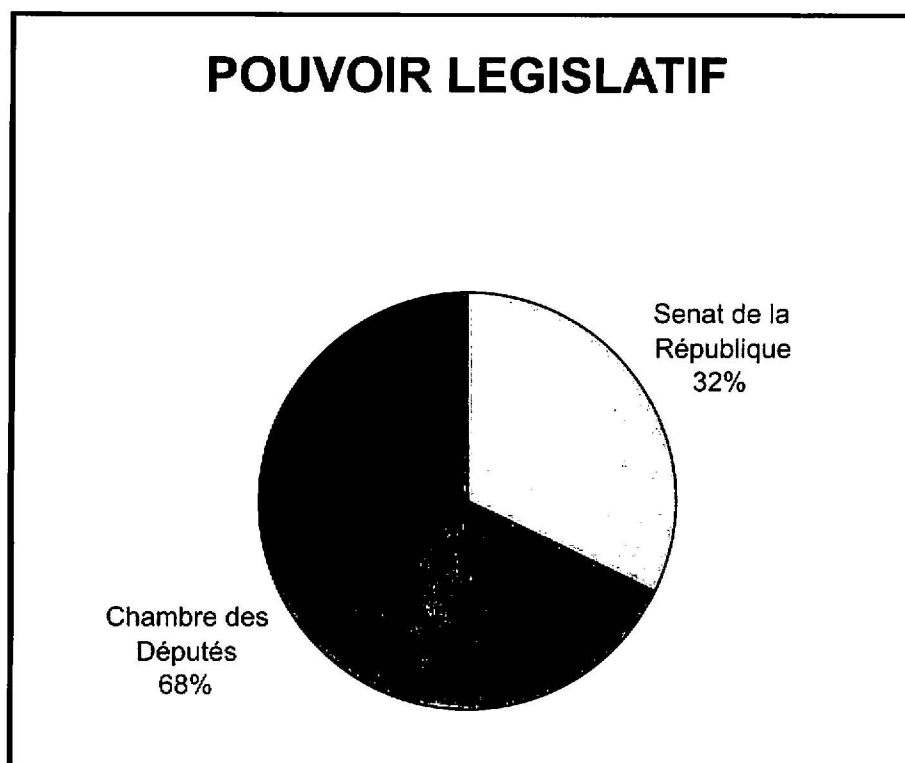
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE IV
POUVOIR LEGISLATIF

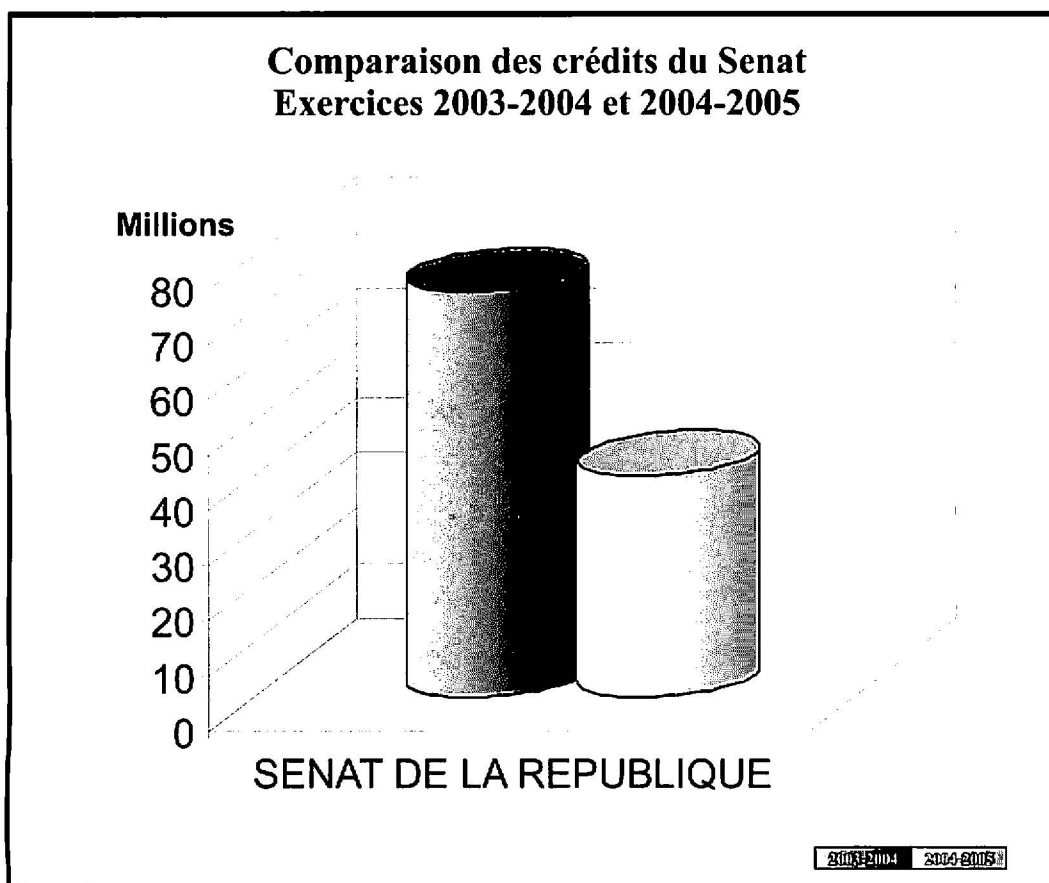
CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU POUVOIR LEGISLATIF

INSTITUTION	Exercice 2004 - 2005	
	FONCT.	%
SENAT DE LA RÉPUBLIQUE	40,114,800	32.23
CHAMBRE DES DÉPUTÉS	84,353,119	67.77
TOTAL	124,467,919	100.00



2211.- SENAT DE LA REPUBLIQUE**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT
DES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
SENAT DE LA REPUBLIQUE	73,495,783	40,114,800	(33,380,983)	-45,42
TOTAL	73,495,783	40,114,800	(33,380,983)	-45,42



2- POUVOIR LEGISLATIF **124,467,919**

2211-SENAT DE LA REPUBLIQUE **40,114,800**

TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT **40,114,800**

2211-1-11- SENAT DE LA REPUBLIQUE **40,114,800**

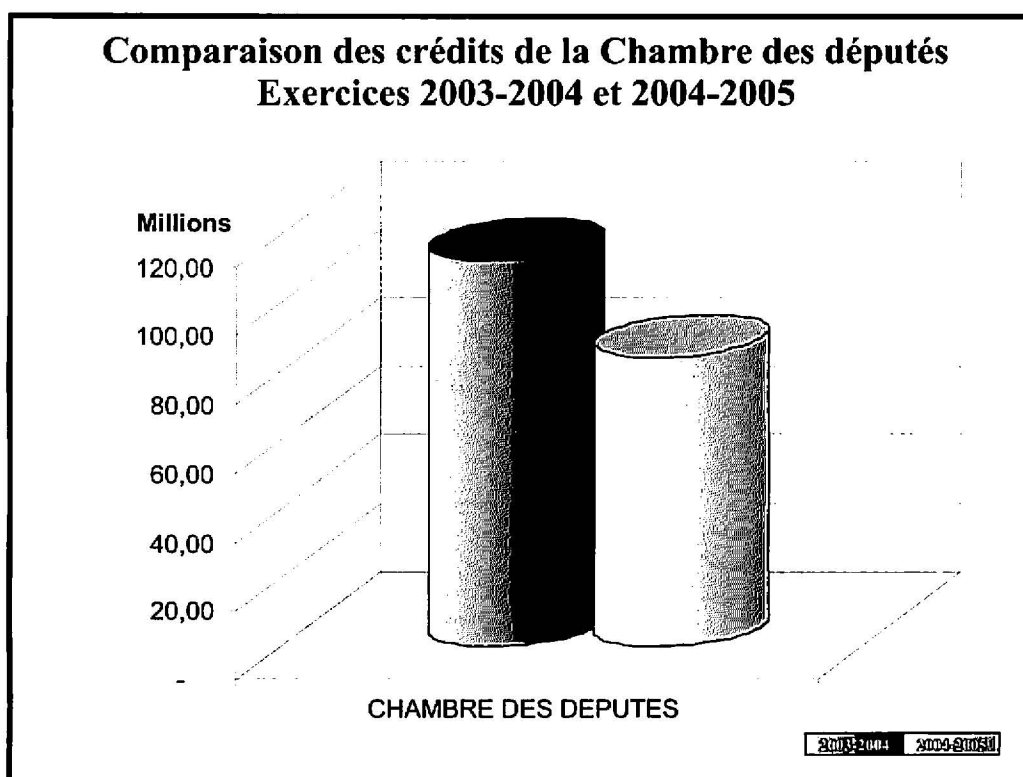
1- DEPENSES DE PERSONNEL 39,564,800

2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES 300,000

3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS 250,000

2212.- CHAMBRE DES DEPUTES**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT
DES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
CHAMBRE DES DEPUTES	112,654,965	84,353,119	(28,301,846)	(25,12)
TOTAL	112,654,965	84,353,119	(28,301,846)	(25,12)



2212- CHAMBRE DES DEPUTES **84,353,119**

TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT **84,353,119**

2212-2-11- CHAMBRE DES DEPUTES **84,353,119**

1- DEPENSES DE PERSONNEL 83,803,119

2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES 300,000

3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS 250,000

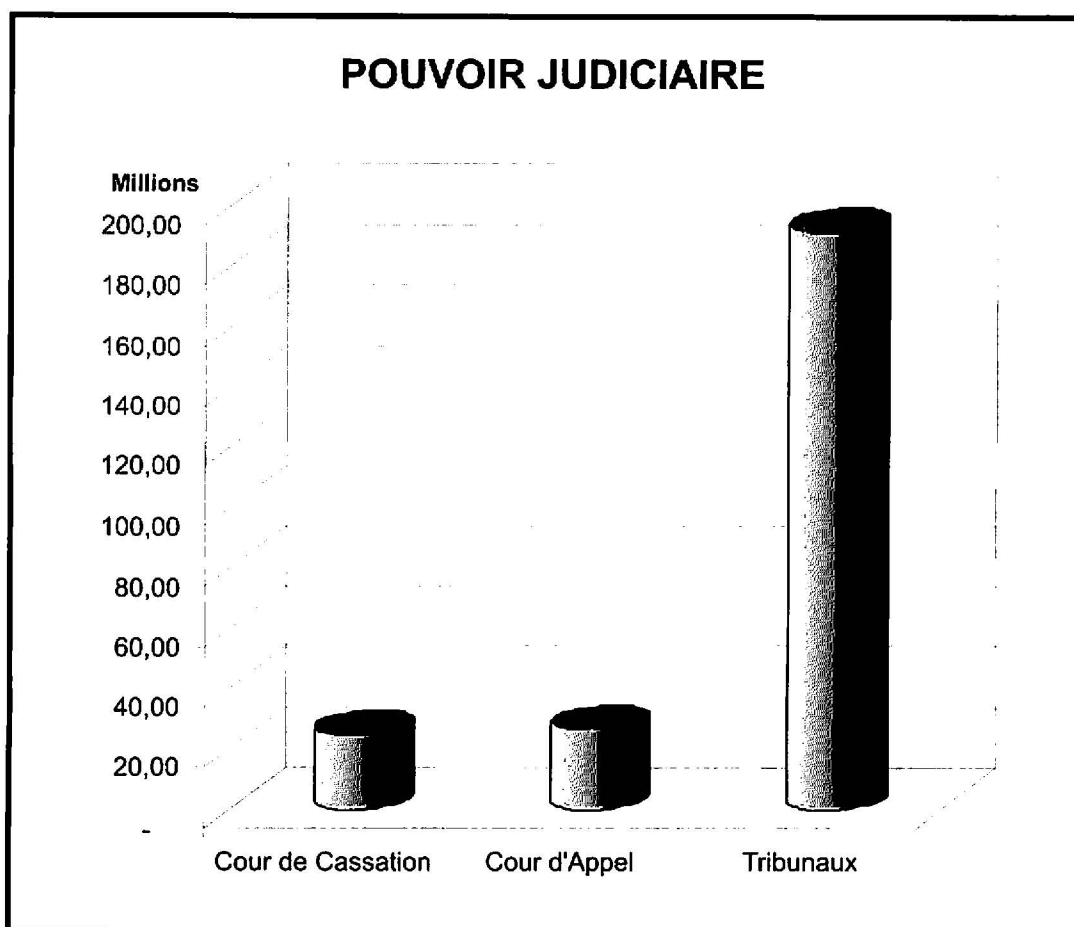
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE V **POUVOIR JUDICIAIRE**

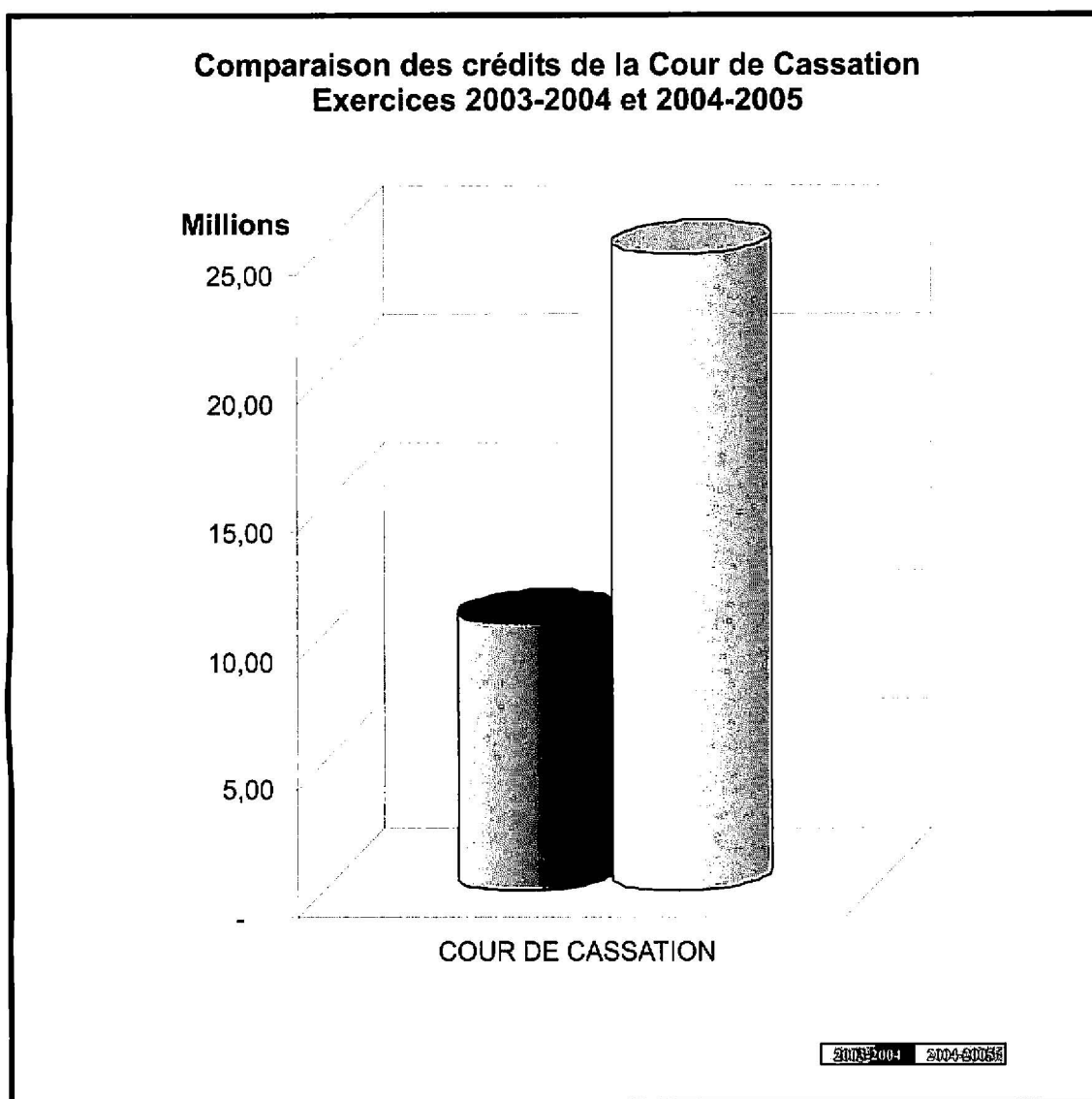
CREDITS DE FONCTIONNEMENT DU POUVOIR JUDICIAIRE

INSTITUTION	Exercice 2004 - 2005	
	FONCT.	%
COUR DE CASSATION	24,703,500	10.15
COUR D'APPEL	26,566,000	10.92
TRIBUNAUX	192,007,000	78.93
TOTAL	243,276,500	100.00



3211.- COUR DE CASSATION**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT
DES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

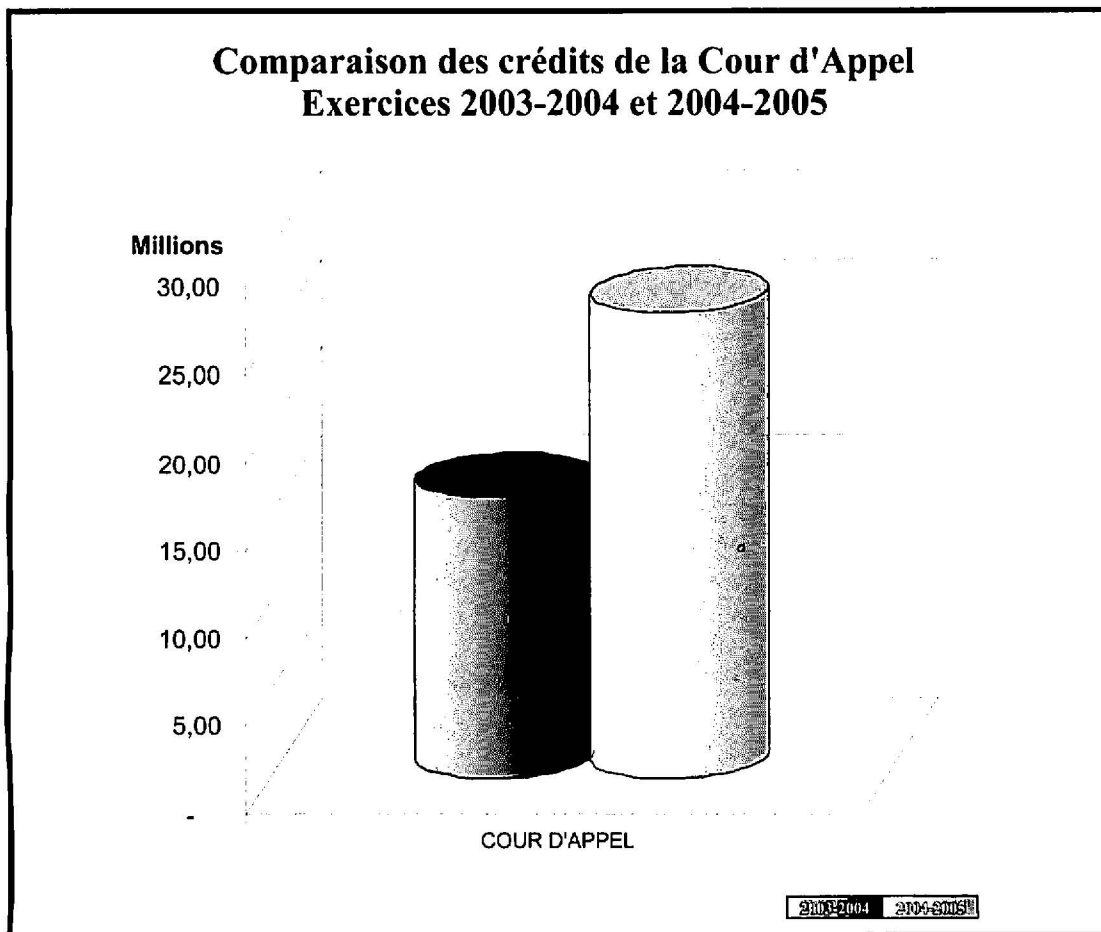
SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
COUR DE CASSATION	10,349,857	24,703,500	14,353,643	138.68
TOTAL	10,349,857	24,703,500	14,353,643	138.68



3- POUVOIR JUDICIAIRE	243,276,500
<hr/>	
3211-COUR DE CASSATION	24,703,500
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	24,703,500
3211-1-11- COUR DE CASSATION	24,703,500
1- DEPENSES DE PERSONNEL	19,877,500
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	826,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,300,000
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,500,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	1,200,000

3212.- COUR D'APPEL**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT
DES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
COUR D'APPEL	15,998,906	26,566,000	10,567,094	66,05
TOTAL	15,998,906	26,566,000	10,567,094	66,05

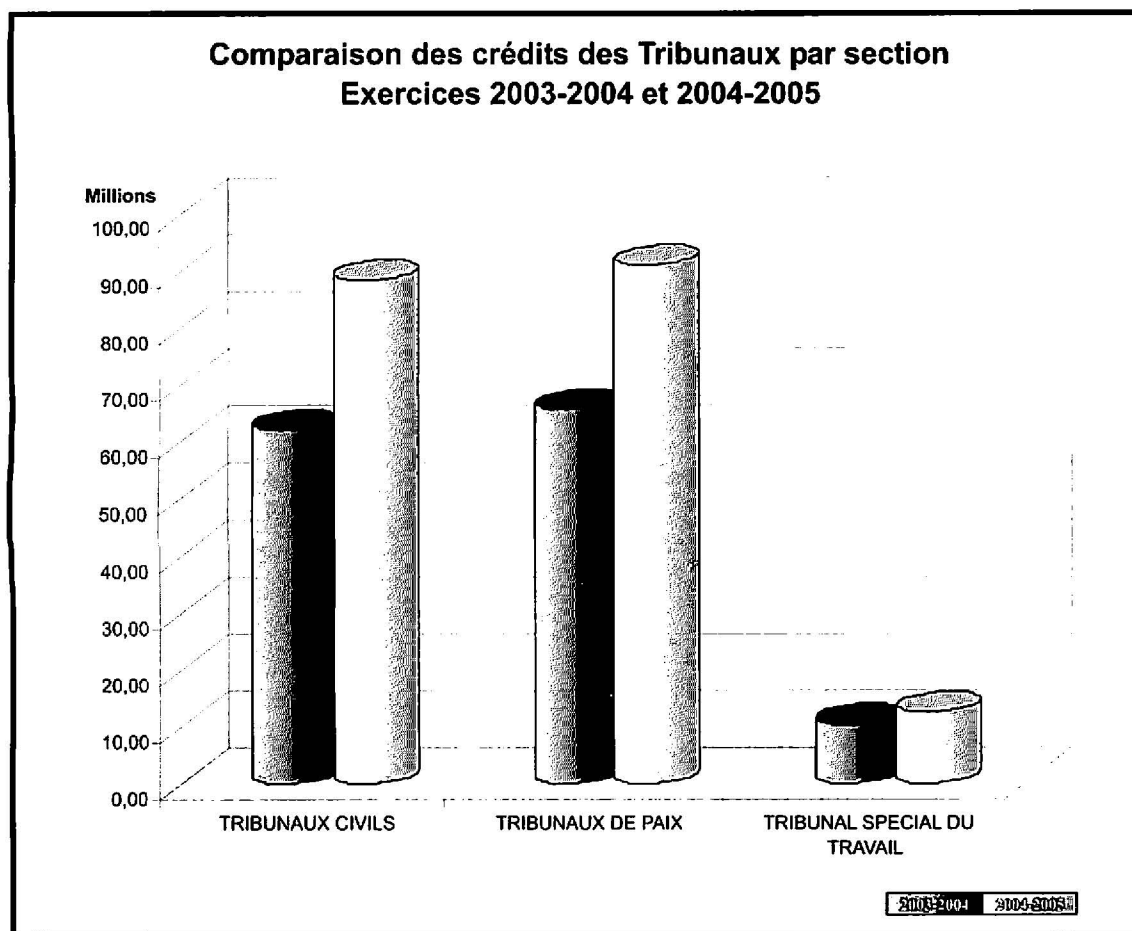


3212- COUR D'APPEL	26,566,000
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	26,566,000
3212-1-11- COUR D'APPEL	26,566,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	21,666,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,220,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,080,000
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	1,000,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	600,000

3213.- TRIBUNAUX

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT
DES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004- 2005	ECART	%
TRIBUNAUX CIVILS	62,098,037	88,460,000	26,361,963	42.45
TRIBUNAUX DE PAIX	65,649,901	91,050,000	25,400,099	38.69
TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL	10,369,723	12,497,000	2,127,277	20.51
TOTAL	138,117,661	192,007,000	53,889,339	39.02



3213-TRIBUNAUX	192,007,000
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	192,007,000
3213-1-11- TRIBUNAUX CIVILS	88,460,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	77,000,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	5,160,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	4,200,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	1,500,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	600,000
3213-1-12- TRIBUNAUX DE PAIX	91,050,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	84,500,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,050,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3,000,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	900,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	600,000
3213-2-13-TRIBUNAL SPECIAL DU TRAVAIL	12,497,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	10,877,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	480,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	540,000
4- IMMOBILISATION CORPORELLE	450,000
9- AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	150,000

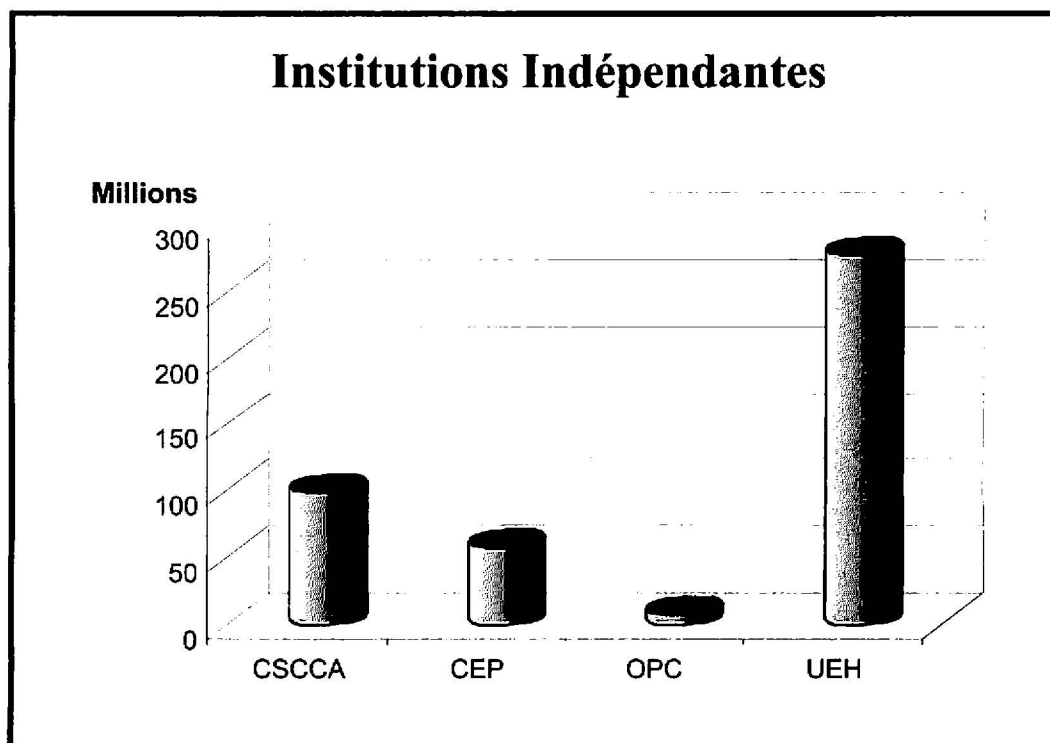
LIBERTE EGALITE FRATERNITE
REPUBLIQUE D'HAITI

BUDGET 2004 – 2005

ANNEXE VI **ORGANISMES INDEPENDANTS**

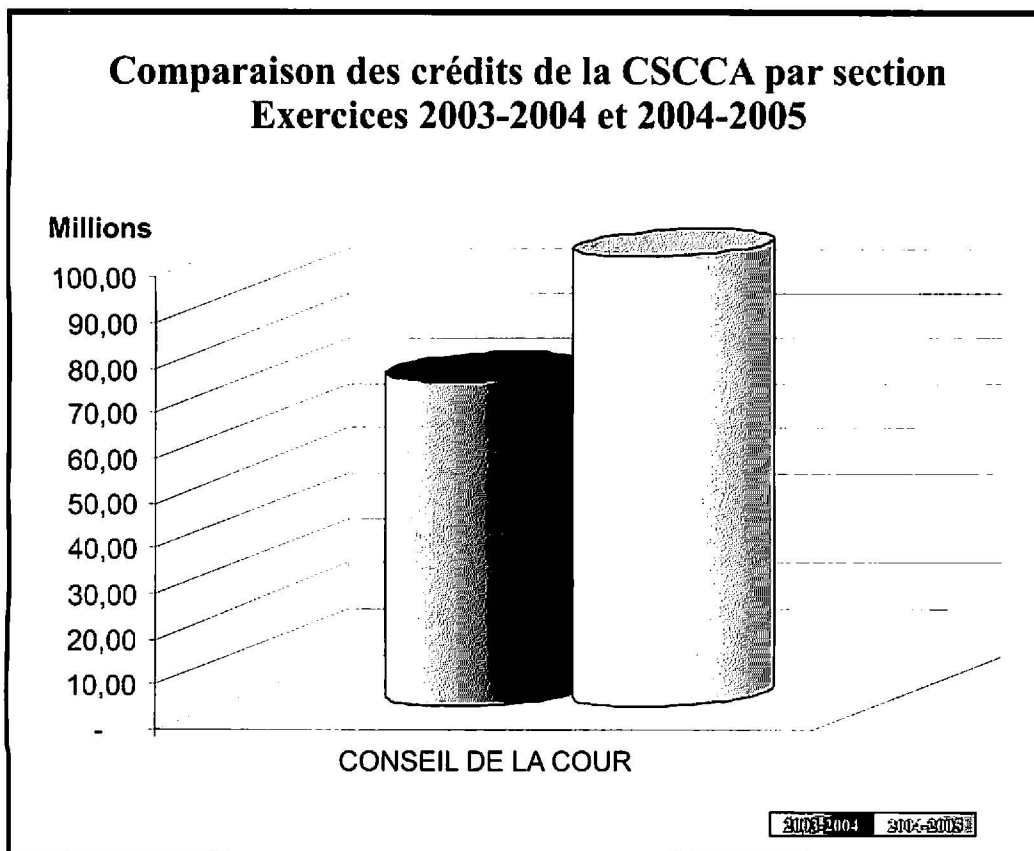
CREDITS DE FONCTIONNEMENT DES INSTITUTIONS INDEPENDANTES

INSTITUTION	Exercice 2004 - 2005	
	FONCT.	%
CSCCA	99,596,000	22.47
CEP	58,410,000	13.18
OPC	7,851,000	1.77
UEH	277,345,000	62.58
TOTAL	443,202,000	100.00



4111.- COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT
DES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

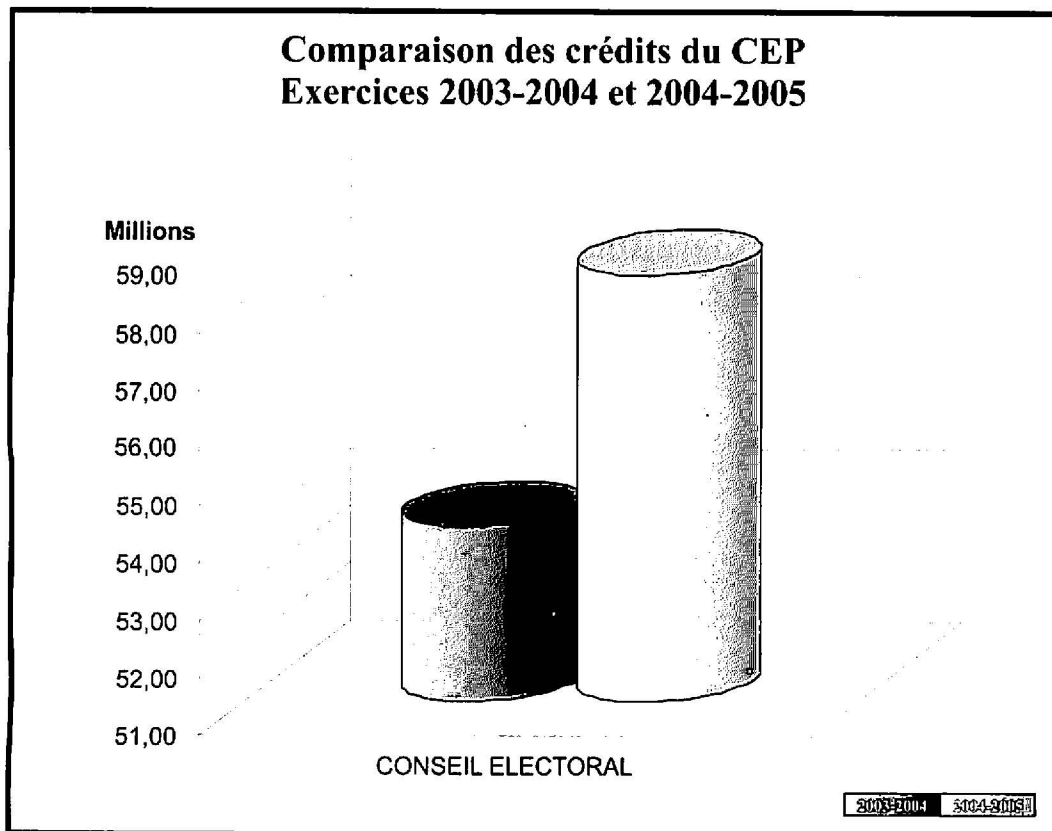
SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
CONSEIL DE LA COUR	72,126,462	99,596,000	27,469,538	38,09
TOTAL	72,126,462	99,596,000	27,469,538	38,09



4- ORGANISMES INDEPENDANTS	443,202,000
<hr/>	
4111- COUR SUPERIEURE DES COMPTES ET DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF	99,596,000
<hr/>	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	99,596,000
4111-1-11-CONSEIL DE LA COUR	99,596,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	72,000,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	6,600,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	3,600,000
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	8,621,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	1,000,000
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES	7,775,000

4211.- CONSEIL ELECTORAL**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT
DES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
CONSEIL ELECTORAL	54,039,026	58,410,000	4,370,974	8,09
TOTAL	54,039,026	58,410,000	4,370,974	8,09

**4211- CONSEIL ELECTORAL****58,410,000****TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT****58,410,000****4211-1-11- CONSEIL ELECTORAL****58,410,000**

1- DEPENSES DE PERSONNEL

38,743,000

2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES

6,689,000

3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS

2,935,000

4-IMMOBILISATION CORPORELLE

6,388,000

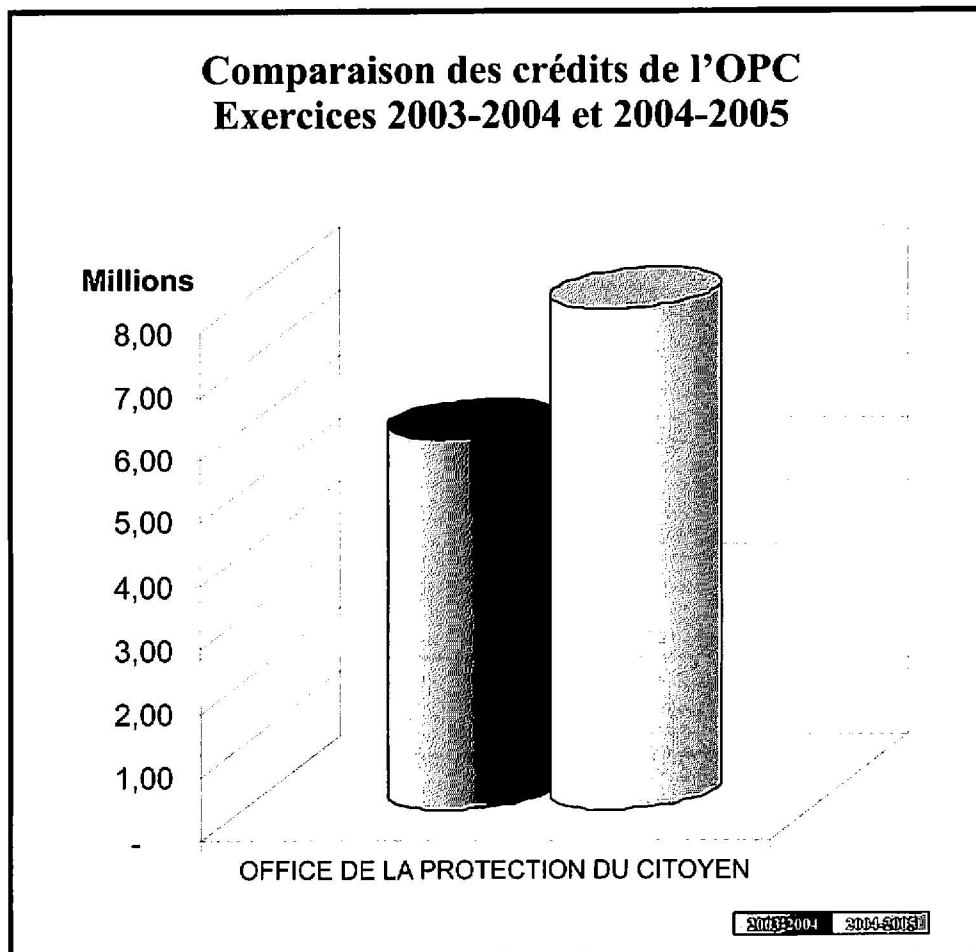
9-AUTRES DEPENSES PUBLIQUES

3,655,000

4212.- OFFICE DE LA PROTECTION DU CITOYEN

**RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT
DES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005**

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
OFFICE DE LA PROTEC. DU CITOYEN	5,808,466,00	7,851,000,00	2,042,534,00	35,16
TOTAL	5,808,466,00	7,851,000,00	2,042,534,00	35,16

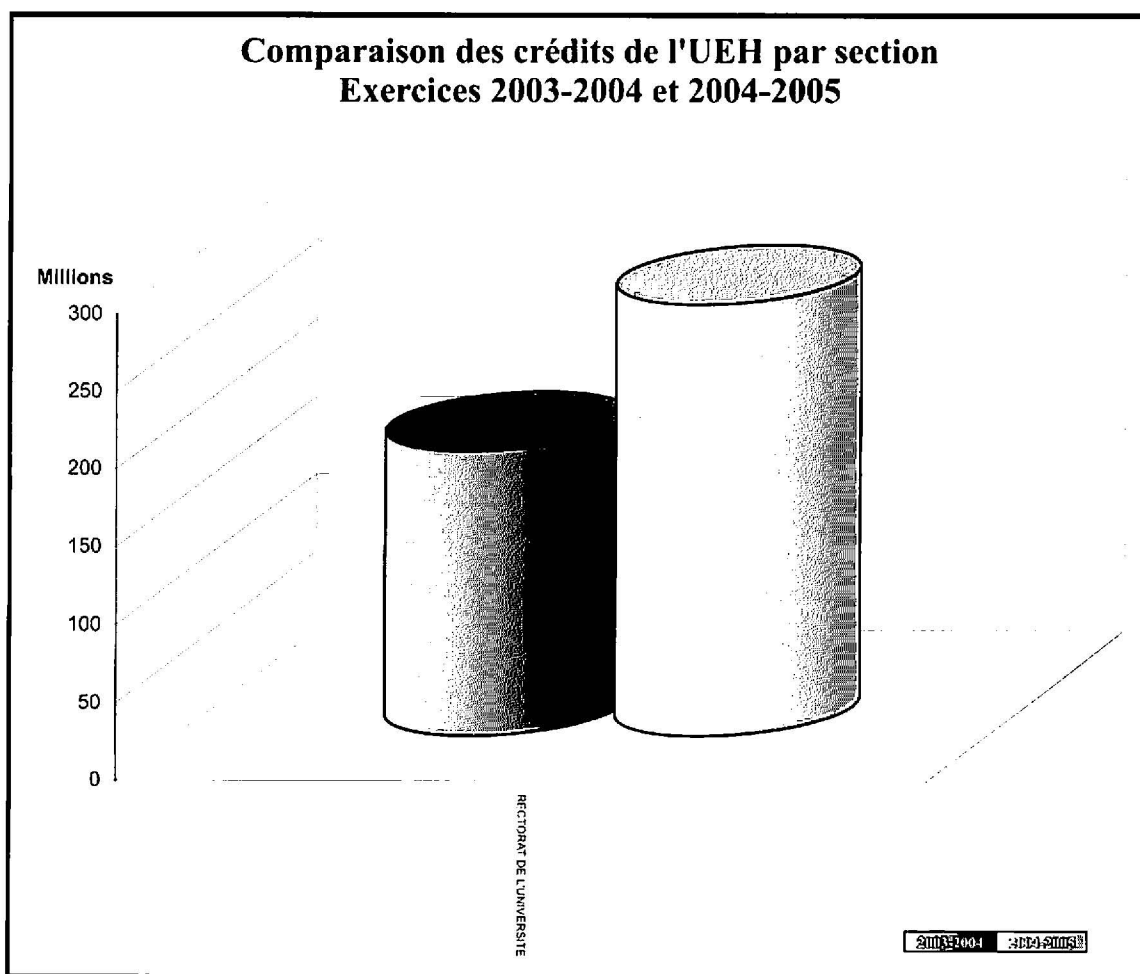


4212- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	7,851,000
--	------------------

TOTAL CREDIT 2003 - 2004	
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	7,851,000
4212-1-11- OFFICE DE PROTECTION DU CITOYEN	7,851,000
1- DEPENSES DE PERSONNEL	3,466,000
2- DEPENSES DE SERVICES ET CHARGES DIVERSES	2,722,000
3- ACHATS DE BIENS DE CONSOMMATION ET PETITS MATERIELS	1,000,000
4-IMMOBILISATION CORPORELLE	463,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	200,000

4311.- UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI
RÉPARTITION DES CRÉDITS DE FONCTIONNEMENT PAR SECTION
POUR LES EXERCICES 2003 - 2004 et 2004 - 2005

SECTION	CREDIT 2003 - 2004 Rectifié	CREDIT 2004 - 2005	ECART	%
RECTORAT DE L'UNIVERSITE	182,578,734	277,345,000	94,766,266	51,90
TOTAL	182,578,734	277,345,000	94,766,266	51,90



4311- UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	277,345,000
TOTAL CREDIT DE FONCTIONNEMENT	277,345,000
4311-1-11- RECTORAT DE L'UNIVERSITE D'ETAT D'HAITI	277,345,000
7- SUBVENTIONS, QUOTES-PARTS ET CONTRIB., ALLOC, INDEMNISATIONS	277,345,000